

UNIVERSITARY JOURNAL OF SOCIOLOGY

---

# REVISTA UNIVERSITARĂ DE SOCIOLOGIE



Year X, no. 2/2013

---

REVUE UNIVERSITAIRE DE SOCIOLOGIE

**REVISTA UNIVERSITARA DE SOCIOLOGIE  
REVUE UNIVERSITAIRE DE SOCIOLOGIE  
UNIVERSITARY JOURNAL OF SOCIOLOGY**

**Year X - no. 2(20)/2013**

**Beladi Publishing House  
Craiova, 2013**

## **International Scientific Committee:**

- Albert OGIEN – *Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, France*
- Maria SAMPELAYO – *Universidad Camilo Jose Cela de Madrid, Spain*
- Ugo de AMBROGIO – *Institutul Social Milano, Italy*
- Gilles FRIGOLI – *Université de Nice Sophia Antipolis, France*
- Marie-Carmen GARCIA – *Université Lumière- Lyon 2, France*
- Bernard LAHIRE – *Ecole Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines, France*
- Efstratios PAPANIS – *University of the Aegean, Greece*
- Guillaume DUROU – *Université de Quebec a Montreal, Canada*
- Matthieu GATEAU – *Université de Bourgogne, France*
- Philippe JORON – *Université Montpellier III, France*
- Michel CRESPIY – *Université Montpellier III, France*

## **Scientific Committee:**

Cătălin ZAMFIR – membru corespondent al Academiei Române ; Ion DOGARU – membru corespondent al Academiei Române ; Ilie Bădescu, Maria VOINEA, Marian PEDA, Lazăr VLASCEANU, Dumitru SANDU, Ioan MARGINEAN, Radu BALTASIU, Zoltan ROSTAS (Universitatea din București); Constantin SCHIFIRNET (SNSPA București); Nicu GAVRILUTA, Vasile MIFTODE, Ion IONESCU (Universitatea „A.I. Cuza”, Iași) ; Ștefan BUZARNESCU (Universitatea de Vest din Timișoara); Floare CHIPEA (Universitatea din Oradea) ; Adrian OTOVESCU, Cristina OTOVESCU-FRĂSIE (Universitatea din Craiova); Adrian GORUN, Tiberu Horațiu GORUN (Universitatea „Constantin Brâncuși” – Târgu-Jiu); Dumitru BATAR (Universitatea "Lucian Blaga" - Sibiu), Mihai PASCARU (Universitatea „1 Decembrie 1918” – Alba Iulia), Dorel ABRAHAM (C.U.R.S. București)

Year X, no. 2/2013

**REVISTA UNIVERSITARĂ DE SOCIOLOGIE**  
Printed and Electronic Journal  
(<http://cis01.central.ucv.ro/revistadesociologie/>)

**Editorial Board:**

Nicolae PANEA, Gabriel PRICINA, Veronica ION, Maria PESCARU,  
Andreea NIȚĂ, Cristina ILIE

**Director,**  
Dumitru OTOVESCU

**Editor in chief,**  
Gabriela ILIE

**Semestrial Journal**

*Adress* : Universitatea din Craiova, str. A.I. Cuza, Nr.13, c. 167B  
Tel/Fax.: 0251/418.515; 0734.71.55.90; 0755.892.132  
E-mail : [revistasociologie@gmail.com](mailto:revistasociologie@gmail.com), [iliegabriela80@gmail.com](mailto:iliegabriela80@gmail.com)

## ***Revista Universitară de Sociologie***

**ISSN: 1841-6578**

**Indexed in :** *Index Copernicus, GESIS, Genamics JournalSeek, WorldCat  
Wissenschaftszentrum Berlin fur Sozialforschung,  
NewJour- Georgetown Library*

**First cover photo:** Thesaloniki (Greece) – august 2012

### **Issue Coordinators :**

Gabriela ILIE

Bun de tipar: 2013

Apărut: 2013

Format: 18,2 cm/ 25,7 cm, hârtie offset, 80gr./mp

Tiparul executat la S.C. BELADI, Craiova,

Str.Nufărului, nr. 23

Tel.: 0351/176.033



## CONTENTS

<b>LE DEVELOPPEMENT HUMAIN EN ALGERIE: PROGRES ET DEFIS LECTURE DE QUELQUES INDICES DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (PNUD 2013)</b> Soufyane BADRAOUI.....	<b>7</b>
<b>ETUDES SOCIO-ENVIRONNEMENTALES : EVALUATION DES IMPACTS DES INVESTISSEMENTS «SUCCESS STORIES» DANS LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES AU TOGO</b> Pouwisawè KAMANA, Ganiou TEBONOU, Kouami KOKOU, Kossi ADJONOU, Roger Tamasse DANIOUË.....	<b>22</b>
<b>L’EMPLOI INDUSTRIEL DANS UNE METROPOLE TROPICALE: LE CAS DE LA VILLE DE YAOUNDE (CAMEROUN)</b> Clotaire NDZIE SOUGA .....	<b>44</b>
<b>ROMANIANS’ SELF-PERCEPTION AND THE EVALUATION OF THEIR LIVING CONDITIONS</b> Dumitru OTOVESCU .....	<b>59</b>
<b>RESIDENTS' PERCEPTION REGARDING HABITATION QUALITY IN CRAIOVA. CENTER-PERIPHERY DISPARITIES</b> Cristina ȘOȘEA.....	<b>63</b>
<b>THE CONSEQUENCES OF THE INTERNATIONAL MIGRATION – ILLEGAL MIGRATION</b> Maria Cristina PESCARU, Maria PESCARU.....	<b>75</b>
<b>LES EFFETS DE LA MIGRATION PARENTALE SUR LES ENFANTS LAISSES EN ROUMANIE</b> Elena BASARAB.....	<b>82</b>

# LE DEVELOPPEMENT HUMAIN EN ALGERIE: PROGRES ET DEFIS LECTURE DE QUELQUES INDICES DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (PNUD 2013)

Soufyane BADRAOUI

Doctorant chercheur

Laboratoire Entreprise Industrielle et Société en Algérie (EISA)-

Université de Tlemcen, Algérie

**Abstract:** *The Human Development Report (2013) presents the Human Development Index (HDI) values and ranks for 187 countries and territories. The human development index is adjusted for inequalities of 132 countries; the Gender Inequality Index for 148 countries, and the Multidimensional Poverty Index for 104 countries. Country rankings and values of the annual Human Development Index (HDI) are kept secret until the publication of a new Annual Development Report. Therefore, we propose an analysis of the reality of human development in Algeria based on the Human Development Report 2013. We rely on a few clues to present Algeria; value and the rank of its HDI (UNDP 2013). Finally we outline a discussion of the scope of this report in the areas of health, education, gender and compliance challenges in the medium term by Algeria.*

**Keywords:** *Human Development, Index of Inequality, Poverty Index, Values, Ranks.*

## Introduction :

Le Rapport sur le développement humain intitulé ; «L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié», examine la dynamique mondiale guidée par les pays émergent du monde en développement et les conséquences de ce phénomène sur le développement humain. Ce rapport présente l'indice de développement humain (IDH), ses valeurs et des rangs pour 187 pays et territoires. Cet indice de développement humain est ajusté aux inégalités observées sur 132 pays ; l'indice d'inégalité de genre pour 148 pays, et l'indice de pauvreté multidimensionnelle pour 104 pays. Le classement des pays et des valeurs de l'indice annuel de développement humain (IDH) sont maintenus secrets jusqu'à la publication d'un nouveau Rapport annuel sur le développement. De ce fait, nous proposons une analyse de la réalité du développement humain en Algérie sur la base du rapport du développement humain 2013. Nous nous appuyons sur quelques indices pour présenter l'Algérie; la valeur et le rang de son IDH (PNUD 2013). Enfin nous esquissons une discussion sur les limites de ce rapport dans les domaines de la santé, l'éducation, le respect du genre et les défis à relever a moyen terme par l'Algérie.

## 1. Le développement humain : vue générale

En 1990, le Rapport sur le développement humain s'est appuyé sur les données antérieures pour lesquelles: «Les gens sont la vraie richesse d'une nation" (PNUD, 1990, p. 10). En soutenant cette assertion de manière empirique, il s'agit d'une nouvelle façon de penser et de mesurer le développement. Ce Rapport a eu un impact profond sur les politiques à travers le monde.

L'objectif fondamental du développement est d'élargir les choix des personnes. En principe, ces choix peuvent être infinis et changer au fil du temps. Les gens apprécient souvent les réalisations qui ne se présentent pas du tout, ou pas immédiatement, dans les chiffres du revenu ou de croissance : un meilleur accès au savoir, l'amélioration des services de nutrition et de santé ; les moyens de subsistance, la sécurité, la satisfaction des loisirs, les libertés politiques et culturelles et une participation aux activités communautaires. Le développement crée un environnement permettant aux populations de profiter d'une vie saine et créative (UI Haq, 1995).

Amartya Sen estime que « Comme une approche, le développement humain est préoccupé par ce que je considère être l'idée de développement de base: à savoir, la promotion de la richesse de la vie humaine, plutôt que la richesse de l'économie dans laquelle les êtres humains vivent ; qui est seulement une partie de celui-ci. Le développement humain est d'abord et surtout l'allié des pauvres, non celui des riches» (Sen, 2000, p. 148).

Cette vision originale demeure la réussite des experts des rapports sur le développement humain. Mahbub ul-Haq du Pakistan et Amartya Sen ainsi d'autres chercheurs sur ces questions s'inscrivent dans ce concept qui oriente depuis plus de 20 ans les rapports mondiaux sur le développement humain. La dernière décennie a vu des progrès considérables dans de nombreux aspects du développement humain. La plupart des gens aujourd'hui sont en meilleure santé, vivent plus longtemps, sont plus instruits et ont plus accès aux biens et services. Même dans les pays confrontés à des conditions économiques défavorables, la santé et l'éducation de la population se sont considérablement améliorées. Il y a eu des progrès non seulement dans l'amélioration de la santé et l'éducation, mais aussi dans les revenus, et la capacité des peuples à choisir leurs leaders. Pourtant, il reste encore beaucoup à faire pour élargir les choix et le bien-être des habitants de tous les pays et des communautés à long terme.

Le développement humain donne un sens à notre monde en évolution constante, ainsi que les moyens d'améliorer le bien-être des populations. C'est une idée dynamique et non statique. Il fixe des préceptes. Comme le monde change, les outils d'analyse et des concepts évoluent en permanence. Pourtant, l'idée de base au centre du développement humain reste constante et valable aujourd'hui qu'elle l'était il ya deux décennies. Le développement est finalement mieux mesuré par son impact sur la vie des individus.

### **1.1. Indice de développement humain (IDH)**

L'IDH est un indicateur synthétique pour évaluer les progrès à long terme dans les trois dimensions de base du développement humain: une vie saine, l'accès à la connaissance et un niveau de vie décent. Comme dans le RDH 2011 (UNDP, 2011) une vie longue et une bonne santé sont mesurées par l'espérance de vie. L'accès au savoir est mesurée par: (1) années de scolarité de la population adulte, qui est le nombre moyen d'années d'éducation reçue dans un temps de vie par les personnes âgées de 25 ans et plus; (2) la durée de scolarisation des enfants en âge scolaire ; qui est le nombre total d'années de scolarité pouvant s'attendre à recevoir un enfant en âge scolaire si les tendances des taux de scolarisation par âge restent les mêmes. Le niveau de vie est mesuré par le revenu national brut (RNB) par habitant exprimé en dollars converti en utilisant les parités de pouvoir d'achat (PPA) par pays.

Pour assurer la comparabilité entre les pays possibles, l'IDH est basé principalement sur des données internationales de la Division des Nations Unies pour la population, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU) et la Banque Mondiale. Comme indiqué dans l'introduction, les valeurs et rangs de l'IDH dans le rapport de l'année 2013 ne sont pas comparables à ceux des rapports précédents (y compris l'HDR 2011) en raison des révisions effectuées pour certains indicateurs. Pour permettre une évaluation des progrès accomplis dans l'IDH, le rapport 2013 comprend des calculs effectués à partir des rapports de 1980-2012.

### **1.2. IDH ajusté aux inégalités (IDHI)**

L'IDH est une mesure des réalisations de développement humain de base dans un pays. Cette moyenne exprime les inégalités de l'IDH dans la distribution du bien être humain de la population au niveau des pays. Le RDH 2010 introduit l'IDH ajusté à l'inégalité (IDHI). Il prend en compte l'inégalité dans les trois dimensions de l'IDH pour actualiser la valeur moyenne de chaque dimension en fonction de son niveau d'inégalité. L'IDH peut être un indice de développement humain «potentiel» et/ou réel. La «perte» dans le développement humain potentiel en raison de l'inégalité est donnée par la différence entre l'IDH et l'IDHI. Elle est exprimée en pourcentage (Pour plus de détails, voir la note technique 2 dans l'annexe statistique –HDR2013).

### **1.3. Genre indice d'inégalité (GII)**

L'indice d'inégalité de genre (GII) reflète les inégalités fondées sur le sexe dans les trois dimensions - la santé génésique, l'autonomisation et

l'activité économique. La santé reproductive est mesurée par la mortalité maternelle et les taux de fécondité des adolescentes. L'autonomisation est mesurée par la proportion des sièges parlementaires occupés par chaque sexe ainsi que le niveau de l'enseignement secondaire et supérieur. L'activité économique est mesurée par le taux de participation au marché du travail pour chaque sexe. Le GII a remplacé l'ancien indice sexo-spécifique de développement et de l'égalité Index autonomisation. Le GII montre la perte dans le développement humain en raison de l'inégalité entre les réalisations des femmes et des hommes dans les trois dimensions du GII (Pour plus de détails sur GII, voir la note technique 3 dans l'annexe statistique –HDR2013).

#### **1.4. Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM)**

Le RDH 2010 introduit l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), qui identifie de multiples privations dans les mêmes ménages sur l'éducation, la santé et le niveau de vie. L'éducation et la santé sont basées sur deux indicateurs chacune ; alors que la norme de dimension de vie est basée sur six indicateurs. Tous les indicateurs nécessaires à la construction du MPI pour un ménage sont tirés de la même enquête auprès des ménages. Les indicateurs sont pondérés, et les scores de privation sont calculés pour chaque ménage de l'enquête. Une coupure de 33,3%, soit l'équivalent d'un tiers des indicateurs pondérés, est utilisé pour faire la distinction entre les pauvres et les non pauvres. Si le score de privation des ménages est 33,3% au plus, ce ménage (et tous ses membres) est dans une pauvreté multidimensionnelle. Les ménages ayant un score de privation supérieur ou égal à 20% sont vulnérables. Ils risquent d'entrer dans une situation de pauvreté multidimensionnelle.

## **2. Le développement humain en Algérie**

### **2.1. Présentation du profil sociodémographique de l'Algérie**

#### **2.1.1. La démographie:**

L'Algérie est un pays situé en Afrique du Nord. Il a une superficie de plus de 2.38 Millions Km<sup>2</sup>. C'est le pays le plus vaste de l'Afrique. Au 1er janvier 2014, la population totale de l'Algérie était estimée à environ 38,7 millions d'habitants. En 2013, sa situation démographique est marquée par une régression de la natalité ainsi que la mortalité. On observe aussi un recul timide de la mortalité infantile, et une progression importante des mariages (ONS, 2014, p. 16).

En 2013, la population de l'Algérie a connu un accroissement naturel de 795 000 personnes, soit une régression de 14 000 par rapport à l'année précédente. Le taux d'accroissement naturel est passé ainsi de 2,16 à 2,07‰. Ce fléchissement est imputé à la baisse significative du volume des naissances associé à un recul modéré des décès. Si, ce

niveau de croissance devait se maintenir, la population de l'Algérie atteindrait 39,5 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (*op.cit.*). L'estimation de la structure par âge montre que :

- La part de la population âgée de moins de 5 ans continue sa progression, passant de 11,2% à 11,4% entre 2012 et 2013. La part de la population âgée de moins de 15 ans connaît elle aussi une remontée. Elle passe de 27,9 % à 28,1% durant la même période.

- La population en âge d'activités (15 à 59 ans) continue d'enregistrer une régression, passant ainsi de 64,0% à 63,6%, entre 2012 et 2013, alors que la part des personnes âgées de 60 ans et plus continue toujours sa progression. Celle-ci passe de 8,1% à 8,3% au cours de la même période, soit un volume de 3 188 000 personnes.

- D'autre part, le volume de la population féminine en âge de procréer (15-49 ans), a connu une augmentation de 100 000 par rapport à 2012. Il passe à 10,6 millions de femmes.

L'espérance de vie à la naissance en Algérie est de 73.4 ans en 2012 (PNUD 2013). 5,00% de la population de l'Algérie est sous-nourris. La population masculine représente 37,39% alors que la population féminine est de 49,42%. L'Algérie dépense en moyenne 439,02\$ par habitant sur la santé avec environ 1,99 infirmières pour 1000 habitants.

### **2.1.2. Economie :**

L'Algérie est un pays à revenu moyen. C'est une économie de taille moyenne. En 2013, son PIB dépassait 16000 milliards de dollars. Il est passé à une augmentation de 2,70% en 2013. La loi de finances pour 2014 (LF 2014) envisage une croissance du PIB de 4% en 2014, donc 5,4% hors hydrocarbures. La croissance hors hydrocarbures, relativement soutenue, est tirée par la dépense publique (DGPP, 2014). L'inflation en Algérie, telle que mesurée par la variation de l'indice des prix à la consommation, était de 8,89% en 2012, contre 4,52% en 2011. Le FMI prévoit ainsi un taux d'inflation de 5% en 2013 et 4,5% en 2014 ; 4% en 2015 (FMI, 2014).

### **2.1.3. Emploi:**

En matière d'employabilité, l'économie de l'Algérie est basée sur l'industrie et l'artisanat. L'agriculture représente 9,30% du PIB et emploie 10,80% de la population. L'artisanat et l'industrie représentent 48,51% du PIB et emploient 30,90% de la population active. Les services représentent 42,19% du PIB et emploient 58,40% de la population active.

L'Algérie a connu une baisse du chômage ; car le nombre de demandeurs d'emploi est passé de 29% à moins de 10% en 2013. Mais, ces chiffres ne sont pas harmonisés, car on observe des disparités importantes sur le chômage en Algérie. Ces disparités varient en fonction de l'âge, du sexe, et le niveau d'instruction. D'après une enquête sur les ménages (ONS, 2014, p. 20), les femmes sont deux fois plus confrontées (16,3%) au risque de chômage que les hommes (8,3%). Cela se traduit par

un taux de 6,7% pour celles qui sortent du cycle primaire, contre 14% pour les diplômés de l'enseignement supérieur. On constate aussi que, les taux de chômage les plus élevés concernent plus les jeunes (Bouyacoub, 2002, p. 25).

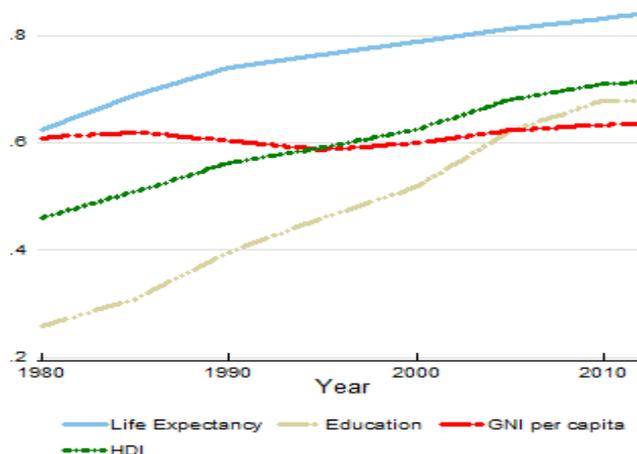
## 2.2. La valeur et le rang de l'IDH de l'Algérie: UNDP 2013

La valeur de l'IDH de l'Algérie pour 2012 est de 0,713. Ce qui positionne le pays au 93<sup>ème</sup> rang sur 187 pays et territoires. La valeur de l'IDH de l'Algérie a atteint ce niveau entre 1980 et 2012 avec une augmentation moyenne de 1,4 %.

Dans le RDH 2011, l'Algérie occupait le 96<sup>ème</sup> rang sur 187 pays. Mais, il est trompeur de comparer les valeurs et les classements avec ceux des rapports publiés précédemment, parce que les données et les méthodes sous-jacentes ont changé.

La figure (1) et le tableau A, présente des progrès réalisés par l'Algérie pour chacun des indicateurs de l'IDH. Entre 1980 et 2012, l'espérance de vie de l'Algérie à la naissance a augmenté de 13,8 années. La durée moyenne de scolarisation a augmenté de 5,8 années. Tout comme les années de scolarité ont augmenté de 5,3 ans. Le RNB par habitant est estimé à environ 20% pendant la même période.

**Figure 1: Tendances de l'IDH composant les indices de l'Algérie de 1980 à 2012**



**Tableau A: Les tendances d'IDH de l'Algérie sur la base des données de séries chronologiques cohérentes, de nouveaux indicateurs de composante et une nouvelle méthodologie.**

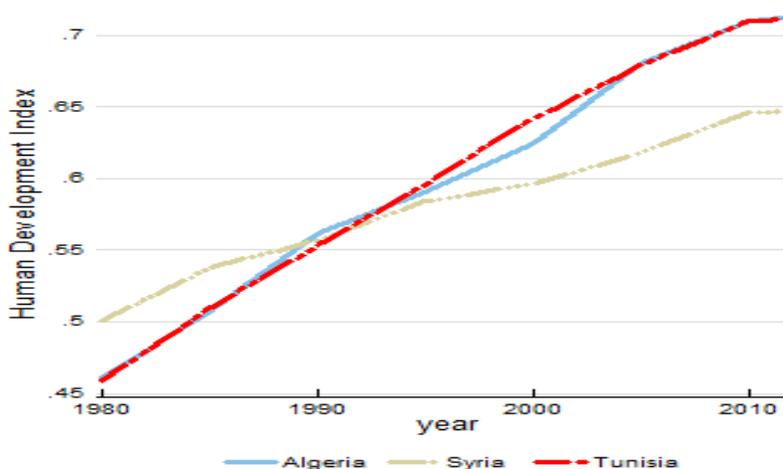
	l'espérance de vie de à la naissance	la durée moyenne de scolarisation	Années de scolarité	RNB par habitant (2005 PPP\$)	La valeur IDH
1980	59.6	8.3	1.8	6,179	0.461
1985	63.8	8.3	2.6	6,658	0.508
1990	67.1	9.9	3.6	5,995	0.562
1995	68.5	10.1	4.7	5,334	0.591
2000	70.1	10.2	5.9	5,783	0.625
2005	71.7	12.7	6.9	6,810	0.680
2010	72.9	13.6	7.6	7,262	0.710
2011	73.1	13.6	7.6	7,341	0.711
2012	73.4	13.6	7.6	7,418	0.713

Source : PNUD 2013

### 2.3. Évaluation des progrès accomplis par rapport aux autres pays

Un Progrès à long terme est peut être observé par rapport à d'autres pays, aussi bien en termes de localisation géographique que de la valeur de l'IDH. A titre d'exemple, au cours de la période 1980-2012, l'Algérie ; la Tunisie et la Syrie ont connu différents degrés de progrès sur la valeur de leur IDH (voir figure 2).

**Figure 2: Tendances de l'IDH de l'Algérie de 1980 à 2012**



L'IDH 2012 de l'Algérie de 0,713 est inférieur à la moyenne de 0,758 pour les pays de même niveau de développement. Mais, il reste supérieur à 0,652

pour les pays arabes.

Les pays arabes proches de l'Algérie dans cette valeur en 2012 sont la Libye et la Tunisie dont les rangs sont respectivement 64 et 94 (voir tableau B).

**Tableau B: indicateurs de l'IDH de l'Algérie pour 2012 par rapport à un groupe de pays**

	Valeur HDI	Rang HDI classement	L'espérance de vie à la naissance	Années de scolarisation escomptées	Durée moyenne de scolarisation	RNB par habitant (PPA US \$)
<b>Algérie</b>	0.713	93	73.4	13.6	7.6	7,418
<b>Libbie</b>	0.769	64	75	16.2	7.3	13,765
<b>Tunisie</b>	0.712	94	74.7	14.5	6.5	8,103
<b>Monde arabe</b>	0.652	/	71	10.6	6	8,317
<b>High HDI</b>	0.758	/	73.4	13.9	8.8	11,501

Source : PNUD 2013.

#### 2.4. Indice d'inégalité Genre (GII) de l'Algérie

L'Algérie a une valeur de 0,391 GII. Ce qui le classe au 74<sup>ème</sup> rang sur 148 pays en 2012. Ici, 25,6% des sièges au parlement sont occupés par des femmes. On note aussi qu'environ 20,9% de femmes adultes a atteint l'enseignement secondaire ou supérieur par rapport à 27,3% pour les hommes.

Sur 100 000 naissances vivantes, 97 femmes meurent de causes liées à la grossesse. De même ; on constate que le taux de fécondité des adolescentes est de 6,1 naissances pour 1000 naissances. La participation des femmes au marché du travail est de 15% ; les hommes représentent 71,9%

Sur cet indice, la Libye et la Tunisie sont classées respectivement 36<sup>ème</sup> et 46<sup>ème</sup>.

**Tableau D: GII de l'Algérie pour 2012 par rapport à un groupe de pays**

	valeur GII	Rang GII	Taux de mortalité maternelle	Taux de fécondité des adolescentes	Sièges femmes au parlement (%)	Population ayant une éducation au moins secondaire (%)		Taux de participation à la population active (%)	
						Femelle	Mâle	Femelle	Mâle
<b>Algérie</b>	0.391	74	97	6.1	25.6	20.9	27.3	15	71.9
<b>Libye</b>	0.216	36	58	2.6	16.5	55.6	44	30.1	76.8
<b>Tunisie</b>	0.261	46	56	4.4	26.7	29.9	44.4	25.5	70

<b>Monde Arabe</b>	0.555	/	176	39.2	13	31.8	44.7	22.8	74.1
<b>IDH élevé</b>	0.376	/	47	45.9	18.5	62.9	65.2	46.8	75.3

Source : PNUD 2013

### 3. Discussion

#### 3.1. RDH 2013: La nécessité d'un changement de paradigme

Le Rapport sur le développement humain 2013 met en lumière les dynamiques complexes et souvent contradictoires des chemins du développement humain. Il s'agit d'une note critique dans le «lieu du Sud» qui montre comment les institutions régionales ne peuvent pas travailler dans un monde interdépendant.

Le Rapports sur le Développement Humain (RDH), publié en 1990 met en évidence ces critiques sur les progrès du développement humain à travers les régions et les classements des pays. Dans le même temps, le soutien actif du paradigme de développement centré sur l'homme que l'ONU absorbe est exploré. Intitulé «The Rise of the South: Progrès de l'Homme dans un monde diversifié», le HDR de 2013 apparait comme une surprise et suscite un sentiment d'optimisme dans la confusion. L'exercice de l'utilisation de la notion de la fracture Nord-Sud semble en contradiction avec le paradigme du développement humain préconisé par l'ONU. Ces messages contradictoires mettent en évidence la complexité des questions relatives au développement humain. Il s'agit principalement de la question de l'égalité de tous. Ce rapport vante le rythme des progrès réalisés dans les pays à IDH faible et moyen. Toutefois, cela ne peut tout de même pas être à la base de la réduction des inégalités entre les sociétés humaines. Au contraire, ces progrès participent à l'évaluation de la réalité selon laquelle «le monde devient moins inégale » ; car les «disparités» demeurent sur les niveaux de revenu à l'intérieur et entre les pays. Cela met en évidence la façon dont les évaluations par pays peuvent être des outils peu pratiques pour mesurer le développement humain ainsi que l'égalité.

Un autre problème est la généralisation du «Sud». Le rapport note que tous les pays en développement sont sur la «montée». Ce tableau met en évidence la croissance en hausse des pays les moins avancés (PMA) que sont principalement les pays du sud. Ce rapport abuse sur la notion de «Sud». Il est question de quel «Sud » ?

L'utilisation de pays développés et pays en développement peut ne pas être utile pour un paradigme de développement humain (qui diffère en fonction des pays). Considérer la société humaine entre le Nord et le Sud a été démystifiée par l'ONU dans les années 1990 avec le premier Rapport sur le développement humain. Dans ce rapport, le «Sud» est un terme chargé des interprétations dans un champ d'applications axées sur le développement économique et les indicateurs de croissance.

Enfin, le HDR souligne que des institutions comme la «Commission du Sud», sont nécessaires pour faciliter l'intégration régionale et les relations Sud-Sud. Ces nouvelles institutions peuvent déployer les liens qui unissent déjà l'ensemble des pays et inverser les tendances actuelles de la coopération multilatérale de la collaboration. A titre d'exemple, on peut citer les progrès réalisés par l'ASEAN et ses institutions extrarégionales. Réinventer la roue et la promotion de l'exclusivité des relations «Sud-Sud» ne peut pas être la meilleure voie à suivre. Seule une recherche sur le changement de paradigme, les cadres de développement et les normes peut relever les défis de «l'amélioration de l'équité en permettant une contribution aux changements de l'environnement et la gestion démographique».

### **3.2. L'Algérie: un bilan de santé, alimentation, scolarisation et égalité selon le genre :**

A son accession à l'indépendance, l'Algérie a connu plusieurs plans de développement conçu pour sortir sa population de la situation misérable née de la colonisation. Ces plans ciblaient entre autres ; le développement rural, l'amélioration de la santé ainsi que l'éducation gratuite et obligatoire pour tous. Ces plans s'articulaient autour d'un traitement gratuit<sup>1</sup> qui visait l'éradication de la pauvreté et le chômage à travers la mise en œuvre de l'industrialisation du pays. Dans leur contenu, ces programmes de développement avaient pour objectif; la modernisé de l'Algérie et le changement des « mentalités arriérées ». Ce qui passait par la mise sur pied d'une Charte nationale pour l'année 1976, la construction des ateliers et des industries, ainsi que la création de nouvelles villes.

Avec la hausse du baril de pétrole après 1973, l'Algérie est devenue en mesure de réaliser plusieurs projets sur les plans économique et social. Mais, ces actions restées otages du revenus de la vente du pétrole. Avec la crise économique de 1986, on assiste à la manifestation de nouveaux problèmes socio-économique, culturel et politique. Ainsi, après une décennie dite « noire » (1986-1996); les pouvoirs publics montrent tout l'intérêt à appréhender à partir des données monétaires, les aspects liés à des dimensions non matérielles, tels que la fragilisation sociale, la marginalisation, l'exclusion et les migrations de centaines de milliers de personnes (Gouvernement Algerien, 2005, p. 15).

#### **3.2.1. La santé:**

Les dépenses en santé par rapport au PIB (DNS/PIB) ont progressé en volume à un rythme rapide. Elles ont atteint 5,2% en 1988 et 5,4% en 2011. Jusqu'en 1990, la malnutrition touchait environ 5% de personnes en Algérie. De 2000 à 2004 ce fléau est passé de 3,1% à 1,6%. En

---

<sup>1</sup> Ayant hérité d'une population, en grande majorité, exsangue, malnutrie et morbide, l'Etat algérien indépendant se devait d'engager une lutte pour tout azimut pour la restauration d'une santé publique et d'une anthropométrie évolutive.

2011, la proportion des malnutris est tombée à 0,5%, soit trois fois moins que ce que prévoit l'objectif du millénaire (OMD) à l'horizon 2015. Les progrès de la lutte antiépidémique et le développement de la médecine créent un nouveau contexte sanitaire, plus favorable au développement humain rapide et massif.

### **3.2.2. La scolarisation:**

À l'indépendance, le taux de scolarisation des enfants en âge scolaire n'atteignait pas 20%, et les garçons étaient le plus concerné. Aujourd'hui, ce taux atteint 98% et l'écart en termes de genre est devenu négligeable. A l'enseignement secondaire, on observe ces dernières années, une tendance à la «féminisation» des taux de réussite jusqu'à l'université (ONS, 1991).

La forte réduction de l'analphabétisme et les progrès de en matière d'éducation ont valu à l'Algérie d'être plusieurs fois distinguée par l'UNESCO et l'UNICEF.

### **3.2.3. Le Genre**

Le développement humain en Algérie n'est pas seulement une réalité quantitative. Il s'exprime aussi en termes qualitatifs, notamment en ce qui concerne la question du genre. L'égalité entre les sexes est garantie par la Constitution et les droits de la femme sont protégés par plusieurs textes législatifs (code de la famille, code de la nationalité, code pénal). Une révision constitutionnelle intervenue, en novembre 2008, a permis de renforcer les droits politiques des femmes, en augmentant leurs chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues. Les données disponibles indiquent que l'indice sexe du développement humain (ISDH) est passé de 0,725 en 2006 à 0,732 en 2007 puis à 0,745 en 2008 (L'Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen, 2012).

Le progrès le plus éclatant dans ce domaine est celui de la participation féminine en politique. Depuis l'adoption de la nouvelle loi électorale en 2012, l'Algérie compte parmi les rares pays (30 sur les 193) à avoir atteint l'objectif du millénaire avant terme, en matière de participation féminine aux assemblées élues, à tous les niveaux politiques du pays avec un minimum de 30% fixé par l'ONU.

Sur le marché du travail, on relève dans la période 2000/2014 un taux de participation féminine ne dépassant jamais le seuil des 17% contre 70% chez les hommes. En 2013, le taux d'activité féminine représente à peine le quart du taux masculin (16,6% et 69,5% respectivement). L'écart se réduit toutefois à mesure que le niveau d'instruction s'élève: 71,7% pour les femmes diplômées de l'enseignement supérieur et 85,9% pour les hommes de même niveau (ONS 2000-2014) (ONS, 2014, p. 20). Néanmoins, il faut noter que le taux de participation économique de la femme en Algérie figure parmi les plus faibles de la région (Musette, 2011, p. 33).

### 3.3. Défis à moyen terme

Les principaux défis à moyen terme montrent que:

- L'Algérie doit promouvoir un entretien social et une stabilité politique pour un bon climat social. Cela passe par une croissance des revenus, une meilleure gouvernance, les services de base plus performants et une plus grande implication de la population dans la prise des décisions politiques. En clair, un bon climat politique, social et économique en Algérie est propice à la croissance, la création d'emplois, la cohésion sociale et la réduction durable de la pauvreté et la vulnérabilité sociale. En créant cet environnement plus propice à la croissance économique, il faut prendre soin des plus vulnérables et des populations pauvres, en particulier les femmes. Cet objectif ne peut être atteint que s'il y a un dialogue franc sur les stratégies de développement, des mécanismes de prise de décision transparents et un renforcement permanent du processus démocratique.

- La réduction de la dépendance économique vis-à-vis du pétrole et la vulnérabilité aux fluctuations des cours de ce pétrole. Depuis l'indépendance, la performance économique de l'Algérie a été principalement dictée par les cours mondiaux du pétrole. L'Algérie partage le même modèle de croissance que tous les pays producteurs de pétrole. Mais, sa vulnérabilité aux fluctuations du prix du pétrole est élevée. L'impact des recettes d'hydrocarbures sur le reste de l'économie est en grande partie déterminé par la façon dont le gouvernement gère efficacement ces recettes. Une accélération durable de la croissance dépend d'un renforcement de la politique budgétaire conçu pour sécuriser les recettes parfois incertaines du pétrole. Les perspectives de croissance future dépendent également du contrôle des coûts économiques et les effets sur la santé publique de la dégradation de l'environnement.

- La création d'un environnement entrepreneuriale propice au développement des activités de production, en particulier les investissements privés (étrangers et nationaux) est nécessaire. Pour cela, l'Algérie doit poursuivre des initiatives visant à améliorer le climat des affaires. Il doit renforcer la capacité de l'État à créer des institutions dignes d'une économie de marché. Dans ce contexte, le processus de privatisation doit être accéléré pour réduire l'intervention de l'état dans certains secteurs.

- L'amélioration des services de base. En effet, l'accès aux services de base réduit la pauvreté (éducation, santé, protection sociale, l'assurance, les services municipaux, l'eau/assainissement et le logement). Le système juridique efficace aussi est essentiel.

## **Conclusion :**

A travers les indices et valeurs du RDH, la comparaison des classements entre pays dans les rapports publiés précédemment est difficile. Ici, les données et les méthodes sous-jacentes ont évolué. Les rapports sont utilisés pour évaluer les progrès des pays dans les valeurs de l'IDH. La méthodologie et les données chronologiques montrent des changements réels dans le rang des pays en fonction de leur progrès. La prudence exige une interprétation de ces changements. Ils peuvent ne pas être statistiquement significatifs vis-à-vis de l'échantillon. D'une manière générale, les changements dans la troisième décimale de tous les indices composites sont considérés comme négligeables.

En Algérie, les progrès réalisés dans le développement humain sont en progression ces trente dernières années. Ce qui traduit une évolution générale de l'IDH dans le monde, à l'exception des pays Africains (UNDP 2013). Mais, à coté de cette évolution, l'Algérie est mal classée lorsqu'on le compare à certains pays (SAIN, 2013) ayant la même situation que lui dans les années 1970/1980. C'est le cas de la Corée du Sud, du Brésil, de la Turquie, ou de la Chine. A l'exception de la Chine (à la 101ème place), les trois autres pays (en particulier la Corée du sud, à la 12ème place) possèdent un IDH supérieur à celui de l'Algérie. Le modèle algérien n'est donc pas aussi performant. Lorsqu'on compare l'Algérie à tous les pays disposant des ressources en hydrocarbures, depuis la Norvège et les Etats-Unis, jusqu'au Venezuela, au Mexique et au Brésil, en passant par la Libye, l'Iran et tous les pays producteurs du Moyen-Orient, on s'aperçoit que l'Algérie est au dernier rang des pays pétroliers en termes d'IDH. Exception faite du Gabon, à la 106ème place, dont le PIB/h/PPA, est de 12 521 dollars. En un demi-siècle, l'Etat algérien a réussi à ressusciter une population mutilée et décérébrée par près d'un siècle et demi de politique coloniale deshumanisante. Capable de satisfaire leurs besoins élémentaires de nutrition et d'instruction, les Algériens insistent aujourd'hui sur la qualité de la vie.

Malgré quelques progrès sociaux, l'Algérie reste confronté aux défis tels que le chômage des jeunes, les problèmes de logements et la qualité des soins de santé (Groupe de la banque africaine de développement, 2012, 25P). Malgré une baisse sensible du chômage, la crise sociale de 2011 et un indice qui explique l'immigration clandestine des jeunes vers l'Europe.

## **Bibliographie:**

1. Amartya Kumar. Sen, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Odile Jacob, 2000.
2. Bouyacoub Ahmed, *Emploi, formation et employabilité en Algérie : quelle problématique?*, Conférence euromaghrébine sur la Formation, l'Emploi et l'Employabilité, 27-29 avril, 2002, OIT, Alger.

3. DGPP, *La note de présentation du projet de la loi de finances pour 2014*, Ministère des Finances, Algérie, 2014.
4. FMI, *LF 2014*, Banque Central Européenne.
5. Gouvernement Algérien, *Rapport national sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement*, EI-DIWAN, 2005.
6. Goumeziane Sain, «*Pnud 2013: une lecture critique de l'indice de développement humain de l'Algérie*», Maghreb Emergent, le 21 - 03 – 2013.
7. Groupe de la banque africaine de développement, *Note de dialogue 2011-2012*, RADP, Mai 2012, 25 pages.
8. L'Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (un think tank euro- méditerranéen) *Etudes et analyses, Les systèmes de santé en Algérie, Maroc et Tunisie : Défis nationaux et enjeux partagés, Les pays du Maghreb, des Etats en transition sanitaire, Revue IPEMED, n° 13, avril 2012* : URL:[http://www.ipemed.coop/adminIpemed/media/fich\\_article/1336128563\\_LesNotesIPEMED\\_13\\_Sante\\_avril2012.pdf](http://www.ipemed.coop/adminIpemed/media/fich_article/1336128563_LesNotesIPEMED_13_Sante_avril2012.pdf)
9. Mahbub Ul Haq, *Reflexions on human development*, Oxford University Press, 1995
10. Musette M. S. *Au-delà de la structure insider-outsider du marché du travail, Algérie*, Document d'information, Banque Mondiale, Alger, 31 juillet, 2011, 33 p.
11. ONS, *Activité, emploi et chômage*, sept. 2013, Données Statistiques n° 653, Alger, Office National des Statistiques, 2014, 20 p.
12. ONS, *Démographie algérienne 2013, Données Statistiques n° 658*, Alger, Office National des Statistiques, 2014, 16 p.
13. ONS, *Activité, emploi et chômage, sept. 2013, Données Statistiques n° 653*, Alger, Office National des Statistiques, 2014, 20 p.
14. ONS, *Activité, emploi et chômage, juin 2000, Données Statistiques n° 330*, Alger, Office National des Statistiques, 2001, 4 p.
15. ONS, *Rétrospectives 1962-1991, Revue "Statistiques" Séries, N° 35, numéro spécial.*, ONS, Alger.
16. PNUD, *Rapport de développement humain 2013*, PNUD, New York, 2013.
17. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1990*, ONU, New York, 1990
18. UNDP, *Human development reports*, 2013, disponible online sur: <http://hdr.undp.org/en/data>.
19. UNDP, *Human development report 2011*, UNO, New York, 2011.
20. UNICEF, *L'évaluation de l'éducation pour tous à l'an 2000 : Rapport des pays : Algérie*.

# ETUDES SOCIO-ENVIRONNEMENTALES : EVALUATION DES IMPACTS DES INVESTISSEMENTS «SUCCESS STORIES» DANS LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES AU TOGO

KAMANA Pouwisawè<sup>1</sup>, TEBONOU Ganiou<sup>2</sup>,  
KOKOU Kouami<sup>2</sup>, ADJONOU Kossi<sup>2</sup>,  
DANIOUÉ Roger Tamasse<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et Politique (LERDYSOP), Université de Lomé(Togo)

<sup>2</sup> Laboratoire de Botanique et d'Ecologie Végétale de l'Université de Lomé (LBEV/UL), Université de Lomé(Togo)

**Abstract:** *The Republic of Togo is a small West African country large as 56,600 km<sup>2</sup> with a very weak forest cover (5 to 7%). The annual rate of forest resources degradation is high, about 5% because of an unceasingly increasing population. To reverse the tendency of continuous degradation; several interventions were undertaken involving different actors. After more than 30 years of actions carried out in environment sector, the evaluation of the effects is not truly capitalized. Therefore, this study was achieved to document the mains drivers of the actions carried out as well by the Government as by the other actors in natural resources management (NRM). The overall objective is to build a solid argument in order to make a plea for more investment in NRM. The study is in keeping with a regional pattern of ex-post evaluation of the impacts of the investments in NRM in Togo. Thus, three hotspots were selected for socio-economic investigations. The results showed that the impacts of the investments were efficient in Natchabonga and Missahoe positive hotspots thanks to the interventions of local NGO, Government, village communities they regional or international organizations. Within test villages (villages having profited from interventions) of each positive hotspot, capacity buildings of the populations develop sudden awareness. Interesting practices of NRM were adopted in the test villages beyond mobilization and motivation of the local populations. These interventions contributed to local development and to face the global changes. Comparing to pilot villages (villages having insufficient interventions or where they are completely absent in the positive hotspot) results showed an increased degradation of the natural resources. But these pilot villages, which did not receive direct interventions, were developing behaviors which result from the proximity effect from the test villages.*

**Keywords:** *Togo, Natural resources management, hotspot, impact of investments.*

Remerciements: *Nos sincères remerciements à l'USAID et au Comité Inter-états pour la Lutte contre la Sécheresse au Sahel pour leur précieux appui financiers.*

## Introduction

Situé sur la côte du Golfe de Guinée en Afrique de l'Ouest, le Togo couvre une superficie de 56 600 km<sup>2</sup>. Les résultats définitifs du quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2010, établissent la population résidente du Togo à 6 191 155 habitants (Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN), 2011). En 29 ans, cette population a doublé, entraînant une plus forte pression sur les ressources forestières. Actuellement, la surface forestière productive totale est estimée à seulement 287 000 ha, soit 5% de la superficie nationale avec un taux moyen de déforestation annuel évalué à 5,1% (FAO, 2011).

Pour inverser la tendance, le Togo a ratifié des accords multilatéraux en matière d'environnement, notamment la Convention-cadre des nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), la Convention sur la conservation de la biodiversité et la convention pour la lutte contre la désertification et la dégradation des terres. Le Togo est membre de l'Organisation Africaine du Bois (OAB) et de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT). Aussi, le Togo a signé et ratifié la Convention sur le Commerce international des espèces de la faune et de flore sauvages menacées d'extinction (C.I.T.E.S), la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitat de la sauvagine, (Ramsar, 1971). Le Togo a également élaboré un Plan National d'Investissement pour l'Environnement et les Ressources Naturelles (PNIERN), puis adopté par décret n°2011-002/PR du 5 janvier 2011 une déclaration de politique forestière. Cette déclaration est accompagnée d'une politique forestière assortie d'un Plan d'Action Forestier National (PAFN) dont la vision est de porter la couverture forestière nationale à 20% à l'horizon 2035.

En dépit de ce dispositif de gestion des ressources naturelles (GRN), les actions menées manquent d'évaluation et les effets induits ne sont pas véritablement capitalisées. Par ailleurs, aucune évaluation véritable des ressources forestières n'a été réalisée au Togo depuis près de 30 ans alors que la situation dans le secteur forestier se dégrade de plus en plus du fait du dynamisme des activités anthropiques et des pressions de diverses natures sur les ressources naturelles. En outre, les manifestations des changements climatiques telles les inondations, l'irrégularité des pluies, les sécheresses prolongées, etc. sont en train d'inhiber les efforts de gestion durable des ressources naturelles. Les facteurs de dégradation des ressources naturelles tels la pression anthropique avec notamment l'installation des populations dans les aires protégées, l'exploitation anarchique du bois, l'agriculture extensive, les feux de végétation, la transhumance, la mauvaise gouvernance, la paupérisation de la population, etc. prennent de l'ampleur.

Afin de tirer des leçons des investissements faits au Togo dans la mise en œuvre de certains projets de gestion des forêts et/ou de valorisation des sols et des eaux, il est indispensable de prendre en considération le

contexte historique, économique et social des usagers. Ainsi pour appréhender les impacts des efforts d'investissements sur la gestion des ressources naturelles et d'en envisager les duplications, certaines questions de recherche posées sont : (i) Quelle est la nature des changements induits par les investissements ? (ii) Qu'est ce qui a provoqué ou occasionné les changements ? Quels sont les impacts socio-économiques et environnementaux (impacts positifs ou négatifs) des investissements ?

Pour mener à bien cette étude, deux hypothèses sont testées :  $H_1$  - Les investissements de l'Etat et de ses partenaires dans la GRN améliorent les conditions de vie des populations rurales et par ricochet diminuent le taux d'empiètement sur les ressources naturelles ;  $H_2$  - Les effets des interventions éparses et discontinues créent des dysfonctionnements dans les systèmes traditionnels de gestion communautaire des ressources naturelles.

L'objectif général de cette étude consiste à contribuer à plus de promotion d'investissements dans la GRN en vue d'un développement durable. Spécifiquement, il s'agit notamment d'identifier à travers une analyse les déterminants "*drivers of change*" socio-économiques et environnementaux dans ces hotspots ; identifier les impacts socio-environnementaux et économiques de transformations paysagères dus aux investissements dans la GRN ayant conduit aux *success stories* «hotspots positifs» ou à des évolutions régressives (hotspots négatif). Cette étude s'inscrit dans un cadre régional<sup>2</sup> d'évaluation ex-post des impacts des investissements au Togo.

## **1. Matériel et méthodologie**

### **1.1. Zone d'étude.**

Trois hotspots ont été retenus pour faire l'objet d'enquêtes socio-économiques sur la base des informations des travaux de cartographie (Figure 1). Ces travaux, basés sur une analyse diachronique (1975-2000-2010) préalable de l'occupation du sol et d'utilisation des terres ont permis d'identifier des transformations paysagères progressives «hotspots positifs» et des évolutions régressives (hotspots négatifs).

#### *Hotspot de Natchabonga*

Le hotspot de Natchabonga est localisé dans la préfecture de Kpendjal dans la Région des Savanes au nord du Togo. Il est délimité par un rectangle dont le village le plus important est Natchabonga (Figure 1). Il appartient à la zone écologique I de Ern (1979). C'est une zone de savanes

---

<sup>2</sup> Cette étude a concerné plus huit pays (Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel) et de la communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont le Togo

soudanienne Dans cette région où plus de 90% de la population est rurale, les filières agro-sylvo-pastorales constituent les principales sources de revenus pour les populations. Les caractéristiques écologiques et climatiques de la région sont favorables au développement de l'élevage, des cultures céréalières pluviales et des cultures maraîchères (Recherche, Appui et Formation aux Initiatives d'Auto-développement (RAFIA), 2011).

#### *Hotspot de Missahoe*

Le hotspot de Missahoe est situé dans la zone écologique VI (Ern, 1979) dans le sud-ouest de la Région des Plateaux au Sud du Togo. Elle concerne administrativement les préfectures d'Agou, de Kloto et de Danyi (Figure 1). C'est une zone d'altitude avec une pluviométrie variant entre 1400 et 1800 mm et 2 à 3 mois de saison sèche (décembre à février). Le maximum de température enregistrée est 34°C en mars et le minimum 18°C en novembre. La végétation est constituée de forêts semi-décidues, de forêts secondaires et de savanes guinéennes. La population totale des 11 villages entourant la Forêt Classée de Missahoe (FCM) est évaluée à environ 25845 habitants (Ministère de l'Environnement et Ressources Forestières (MERF, 2010a). La densité moyenne de population de la zone est de 76,03 habitants au km<sup>2</sup>. Elle est constituée pour l'essentiel d'autochtones Ewés auxquels s'ajoutent des allogènes (Kabyè, Bassar, Ahlon, Fon, Ouatchi, Cotokoli, Aplaou). C'est une zone par excellence de production de café et de cacao. Dans les années 1990, les deux cultures couvraient des superficies de 40 000 ha pour le café, et 18 000 ha pour le cacao.

#### *Hotspot Amou-Kpélé*

Le hotspot Amou-Kpélé s'étend sur les préfectures d'Amou et de Kpélé, toutes deux contiguës à la préfecture de Kloto (Figure 1). Cette zone regroupe les villages de Sodo, Agavé, Patatoukou et Anoum ciblés comme zone de Hotspot négatif. On y trouve les communautés dominantes Ewé et Akposso. D'autres peuples ou groupes ethniques coexistent et constituent le groupe allogène dans cette zone. Il s'agit des Kabyè, Losso, Lamba, etc. Ces populations locales sont un peuple d'agriculteurs et, par conséquent sédentaires.

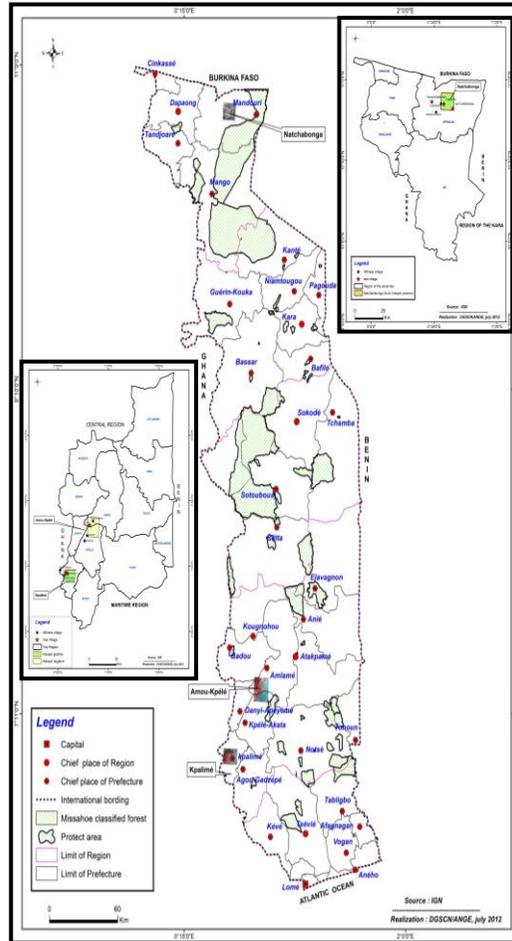


Figure 1 : Localisation des hotspots étudiés  
Source : DGSCN/ANGE, 2012

## 1.2. Méthodologie

Au regard du caractère sociologique de la présente étude, la méthode qualitative a été utilisée (Beaud et al., 2003). Cette méthode comprend deux techniques que sont l'enquête par entretien et l'observation de terrain. S'agissant des entretiens, la collecte des données a été faite à travers les types semi-structurés et les *focus-groups*. Des entrevues individuelles ont eu également lieu dont certains au niveau des populations locales et d'autres auprès des structures d'appui à la GRN. Les personnes interviewées sont choisies grâce aux échantillonnages typiques et en boule de neige décrites par Beaud (2006). Cette méthode d'échantillonnage est non probabiliste (Beaud, 2006) et consiste « à ajouter à un noyau d'individus, tous ceux qui sont en relation d'affaire avec eux et ainsi de suite ». Elle a pour avantage de mettre en évidence le système de relations qui existent

dans un groupe et donc d'interroger tous les acteurs impliqués dans le phénomène étudié.

Dans les 3 hotspots, 13 villages ont été couverts par la collecte des données de base, permettant de faire une analyse de la situation «avec ou sans» interventions (villages tests et villages témoins) et aussi des informations sur la perception des bénéficiaires de la situation «avant et après» interventions (Tableau 1, Figure 1). Le critère de choix principal a été la présence ou non d'interventions des projets en GRN. Parmi les villages retenus, 7 villages ont bénéficié des interventions en GRN et les 6 autres n'ont bénéficié d'aucune intervention et ont servi de sites témoins (Tableau 1).

**Tableau 1 : Localités couvertes par l'étude**

Sites/Études réalisées/ Hotspots	Préfecture	Canton	Population 2010	Villages	Statut du village	Coordonnées géographiques	
						Latitude	Longitude
Site de Natchabonga Hotspot positif	Kpendjal	Borgou	1302	Natchabonga	Test	10°49'53.0"	00°38'11.3"
		Borgou	299	Djayiéga	Test	10°46'51.5"	00°38'16.0"
		Ogaro	435	Namatoukou	Témoin	10°47'59.2"	00°30'58.6"
		Borgou	238	Djimanga	Témoin	10°51'05.5"	00°33'36.0"
				Ferme Bombiégu	Test	10°46'45.1"	00°30'55.8"
Site d'Amou-Kpélé Hotspot négatif	Amou	Amou-Oblo	1338	Patatoukou	Témoin	07°20'44.7"	00°50'55.2"
		Sodo	1107	Sodo	Test	07°18'49.8"	00°48'49.3"
	Kpélé	Kamé	1920	Kpélé-Agavé	Témoin	07°14'01.7"	00°47'26.7"
		Gbalédzé	309	Anoum	Témoin	07°11'39.7"	00°45'56.4"
Site de Missahoe Hotspot positif	Kloto	Agomé	875	Agomé-Yoh	Test	06°56'40.5"	00°35'54.4"
		Agomé	299	Agomé-Anédi	Test	06°55'52.0"	00°45'56.4"
		Kouma	389	Kouma-Konda	Test	06°57'20.7"	00°34'50.7"
		Agome Tomégbé	376	Kamétonou	Témoin	06°58'07.4"	00°31'19.4"

Source : Données de terrain, 2013

L'échantillon de l'étude est composé des personnes ressources, les membres des comités locaux notamment les Comités Locaux de Gestion Protection Missahoe, les Associations Villageois Gestion des Aires Protégées, les membres des Comité Villageois de Développement, des autorités villageoises (chef de village, chef canton, chef de quartier), des groupements de femmes, des tradi-praticiens, les membres des organisations des producteurs de céréales, des agents forestiers des localités ainsi que des points focaux des projets exécutés ou en cours relatifs à la GRN. Dans chaque village, 5 groupes de discussions ont été formés pour les entretiens de groupe soit au total 65 groupes d'entretiens approfondis pour l'ensemble des 13 localités couvertes. Ces enquêtes sont essentiellement guidées par la recherche des informations sur l'évolution de l'environnement depuis au moins 30 ans, les changements sociaux, culturels

et économiques observés dans les hotspots, les initiatives locales de sauvegarde de l'environnement ayant connues des succès et/ou des échecs, les femmes et leur accès aux moyens de production et aux ressources naturelles.

Le traitement des données qualitatives, a consisté dans un premier temps à les trier, à les compiler par thèmes de discussion et ensuite à les interpréter en tenant compte de la régularité des réponses et des réactions des enquêtés durant la collecte.

## **2. Résultats**

### **2.1. Déterminants des transformations dans les hotspots**

#### **2.1.1. Interventions des acteurs**

Des actions ont été entreprises aux plans politique, technique et social, aussi bien à l'échelle nationale que locale en vue d'inverser la tendance de dégradation accélérée des terres. A Natchabonga, des technologies de gestion des ressources naturelles mises en œuvre par les structures locales d'appui au développement (CDD, 3AC, RAFIA, U-CMEC, ASTODAR) ont montré que les populations locales ont des prédispositions remarquables en matière de protection et de sauvegarde des ressources naturelles. Chacune de ces ONG a un domaine d'intervention bien précis. L'ONG CDD intervient dans l'alphabétisation et appuie les communes, RAFIA mène des actions dans l'agriculture et l'environnement, l'U-CMEC octroi des crédits aux sociétés de coopérative agricole et ASTODAR intervient dans la reconstitution des sols dégradés (Tableau 2).

Missahoe a connu diverses interventions tant de l'Etat que des ONG locales et des organisations internationales comme l'OIBT et l'UICN. En effet, plusieurs ONG locales ou étrangères et les organisations locales telles que le groupement des pépiniéristes, le Comité Local de Gestion et de Protection de la Forêt Classée de Missahoe (CLGPM) interviennent activement dans le milieu. Certaines interviennent dans le tourisme et l'écotourisme, le reboisement et sensibilisent la population sur le bien fondé de la protection de la FCM. La Togolaise des Eaux (TdE), une société de l'Etat qui exploite des eaux de source dans la FCM. Ces investissements ont permis aux divers acteurs (populations locales, l'Etat, ONG, etc.) de capitaliser les acquis (Tableau 2). Dans le Hotspot de Amou-Kpélé, il n'a été signalé que des interventions sporadiques et discontinues.

### **2.2. Evolution des facteurs socioculturels**

La cohabitation des modes traditionnels et modernes d'organisation sociale favorisent le déboisement. De même l'évolution de la dégradation est tributaire des changements sociaux internes. En effet, les enquêtes ont montré que plusieurs facteurs sociologiques ont concouru à la dégradation

des ressources naturelles dans le hotspot négatif notamment les techniques agro-pastorales, les sources d'énergie, la diffusion technologique, les feux de brousse, la croissance démographique, les flux migratoires, la pauvreté, les méthodes de gestion des autorités administratives en charge des ressources naturelles et la dynamique interne des institutions, etc.

La dégradation des ressources naturelles comme fait social dans les villages de Sodo, Anoum, Patatoukou et Kpélé-Agavé s'explique par l'accroissement démographique. Dans la zone, les migrations des populations allogènes ont connu deux mouvements. Dans un premier temps, les migrations ont accéléré la croissance démographique jusqu'au milieu des années 90, entraînant une forte pression sur le milieu naturel. Puis cette zone a enregistré des mouvements de certaines populations allogènes du Nord du pays lors des troubles sociopolitiques que le Togo a connus dans les années 90 (Tableau 3). Dans tous les villages où les allogènes du Nord (Losso, Lamba, Kabyè, Sola) se sont installés, les autochtones se plaignent du fait qu'ils coupent les essences protégées depuis plusieurs générations. Les populations autochtones ont ainsi conscience des risques de la migration pour les RN. Mais cette situation n'est que l'effet pervers du système de métayage institué par les autochtones depuis plus d'un demi-siècle qui consiste à donner une portion de terre aux migrants qui l'exploitent et partagent la récolte en trois dont les 1/3 reviennent aux propriétaires terriens et les 2/3 aux métayers.

La dégradation des RN dans ce hotspot est aussi une manifestation de la pauvreté qui a une approche objective basée sur les données quantitatives (monétaire ou non). En effet, le revenu des ménages ne suffit pas à faire face aux besoins multiples (santé, scolarité des enfants, etc.) poussant les populations rurales à exercer une forte pression sur les ressources naturelles. Il est ressorti des enquêtes qu'avant, les anciens proposaient aux membres de la communauté un idéal de vie où le sens de la parenté et de la famille ainsi que le respect de la nature et du sacré sont en honneur. Le phénomène du déboisement a introduit dans les villages un changement dans la perception de l'espace et de l'arbre, le non-respect de la propriété d'autrui et une certaine fragilisation des solidarités familiales. S'agissant du changement dans la perception de la nature et de l'arbre, la brousse n'est plus tellement sacrée et l'arbre non plus, surtout les plantes médicinales et les arbres de bois d'œuvre ont perdu leur valeur nutritive, médicinale et économique pour être aujourd'hui un objet de commerce. Autrefois, des interdits portaient sur des arbres à ne pas brûler ou à ne pas couper quand on défriche un champ tels que *Milicia excelsa* ou *Erythrophleum suaveolens*.

Le karité (*Vitellaria paradoxa*), le néré (*Parkia biglobosa*) et le *Vitex doniana* ne sont pas coupés aussi par les allogènes du Nord installés dans la zone, une pratique importée de leur région d'origine. Aujourd'hui, ces arbres sont coupés. Ce changement de valeurs est un indicateur d'un changement général de la société dans ses structures sous l'influence de facteurs internes et externes, car tout système social est un système ouvert.

## **2.3. Impacts positifs des investissements GRN dans les hotspots positifs**

### **2.3.1. Sur l'éveil de conscience écologique et environnementale et l'organisation des communautés locales**

Les populations des villages environnants de Natchabonga se sont spontanément mises à imiter celles de Natchabonga dans les activités de reboisement et de protection des ressources forestières de leurs terroirs. La création de la forêt communautaire de Natchabonga (2008), à Djayiéga (2008) et à Bombiégo (1992) (villages tests) a suscité une forte émulation dans les villages voisins comme Djimanga et à Namatoukou (villages témoins). Plusieurs autres villages, à travers leur CVD, ont adressé des demandes d'appui à RAFIA pour la mise en place des forêts communautaires ou pour des activités de reboisement. Ces populations ont désormais une nouvelle conception de la gestion des ressources forestières ; elles ont compris l'importance des ressources forestières pour leur bien-être et par conséquent intègrent leur sauvegarde et protection dans leurs activités socio-économiques. Ainsi, le changement de comportement est de plus en plus perceptible au sein des communautés de la zone de Natchabonga.

Dans le hotspot de Missahoe, les populations riveraines de la FCM ont été fortement impliquées dans les diverses actions menées. Cette implication a favorisé l'installation des Comités Locaux de Gestion et de Protection de la FCM (CLGPM), le regroupement des CLGPM en Union pour la Gestion et la Protection de la FCM pour coordonner les activités dans les trois cantons et la formation des pépiniéristes villageois. Le CLGPM a participé à des ateliers de formation et des voyages d'étude dans des projets de reboisement au Togo et à l'étranger, ou à la formation pour la production des PFNL (cure-dent, champignons).

### **2.3.2. Sur l'économie rurale**

Un impact important induit par les projets est l'amélioration des revenus grâce aux AGR (apiculture, maraîchage) qui permettent aux communautés de réaliser de micro-projets communautaires. Par exemple : (i) la vente du miel a procuré au village de Natchabonga pour l'année 2011, 300 000 FCFA ; (ii) à Djayiéga, en 2012 un transhumant qui faisait paître son troupeau dans la forêt communautaire, a été surpris et dénoncé par les populations locales ; celui-ci a versé 250 000 FCFA d'amende ;(iii) l'introduction de l'apiculture dans les forêts communautaires de Natchabonga et Djayiéga a démontré aux populations de la zone qu'il est possible de mener des activités génératrices de revenus dans les formations forestières sans les détruire.

En outre, on remarque à Natchabonga l'introduction d'une économie rurale. En effet, l'accès des hommes et des femmes aux facteurs de

production grâce à l'activité d'épargne et crédit à travers les Caisse de Mutuelles, d'Epargne et de Crédit (CMEC). L'adoption de nouvelles pratiques culturales grâce à l'application des paquets technico-économiques diffusés par les ONG (CDD, RAFIA,...) ont relevé le niveau de production tant céréalière que maraîchère. Grâce au programme d'appui à la professionnalisation des producteurs dans des filières porteuses, les ventes groupées des produits agricoles (maïs, sorgho, tomates, chou, oignons etc.) se chiffrent en des centaines de tonnes. Les populations sont ainsi passées d'une agriculture d'autoconsommation à une agriculture commerciale. Cela a contribué à accroître les revenus des productrices et à améliorer très sensiblement le niveau et les conditions de vie des femmes.

A Missahoe, chaque village limitrophe dispose de guides touristiques qui opèrent dans l'informel pour la visite de la FCM. Ils peuvent être estimés à 25 par village. Cette activité atteint son paroxysme pendant la période des vacances et les congés de Noël où un guide peut gagner entre 35 000 et 50 000 FCFA par mois. Une visite est payée entre 2 000 et 5 000 F CFA selon sa durée. En supposant que cette activité ne soit exercée que pendant 6 mois dans l'année, le revenu d'un guide peut être estimé à 255 000 F CFA par an (MERF, 2010a). La Forêt Classée de Missahoe (FCM) sert de source d'activité génératrice de revenus aux ONG locales (ADETOP, AVES TOGO, Compagnons Ruraux, Case-Togo, Avenir de l'Environnement et l'association SAVOIR TOGO); elles y font de l'écotourisme et servent aussi de guides aux touristes étrangers qui viennent pour la visite de la forêt. Pour une moyenne de 40 touristes par an, le bénéfice par touriste avoisine 25 euros, soit environ 16 399 F CFA. Le revenu annuel issu du tourisme peut alors être estimé à 655 960 FCFA par organisation. Le revenu tiré par les différents guides atteindrait 3 935 760 F CFA par an.

La Préfecture de Kloto bénéficie des taxes de visite du château Viale situé au sein de la forêt. En effet, l'accès à ce site, qu'il soit collectif ou individuel, est subordonné à la présentation d'une autorisation délivrée par l'autorité préfectorale moyennant une somme de 5 000 F CFA. Ces visites, estimées à 20 par an, sont plus fréquentes lors de la semaine culturelle des établissements scolaires. Le revenu généré par la FCM à la Préfecture de Kloto est de 100 000 FCFA par an. Ces fonds sont destinés au Trésor public préfectorale pour le compte de l'Etat. L'eau qui permet à la Togolaise des Eaux (TdE) de desservir la ville de Kpalimé et ses environs a ses sources dans la FCM. Cette eau captée sur ces sites est filtrée, traitée puis canalisée vers le château de Kpalimé d'une capacité de 1 000 m<sup>3</sup>.

En termes purement économique, la production (revenu global tiré de la FCM) des différents acteurs de la FCM (métayers, villages riverains, ONG et associations de tourisme, gestionnaires, TdE) a été estimée à environ 75 918 263 F CFA/an (MERF 2010a).

### **2.3.3. Sur la synergie entre les acteurs et les institutions**

L'implication des agents du ministère en charge de l'environnement aux côtés des ONG dans les différentes actions conduites sur le terrain a été salubre, de même que l'utilisation des différents canaux de sensibilisations (radios communautaires, spots, affiches, dépliants, etc.). La mise en œuvre de toutes ses stratégies a facilité le renforcement des capacités des populations impliquées dans la gestion durable des ressources naturelles et à travers des actions concrètes. La complémentarité entre projets mis en œuvre sur le terrain est aussi très pertinente pour le succès.

### **2.3.4. Sur l'environnement**

L'utilisation des foyers améliorés depuis 2003 par les ménages a entraîné des économies de combustibles et permet ainsi une réduction sensible des prélèvements en bois de chauffe sur l'environnement de l'ordre de 800 hectares de formations végétales chaque année dans la région.

L'apparition périodique depuis quelques années d'un troupeau d'éléphants dans la zone de Natchabonga témoigne des résultats positifs des investissements au profit de la gestion durable des ressources forestières. Les actions menées par l'Etat et les différents acteurs ont un impact positif sur la reconstitution de la forêt de Missahoe. La promotion de la culture de café et cacao sous ombrage par les services agricoles a permis un travail d'équipe des services techniques (forestiers et agriculteurs) ayant débouché sur des conseils identiques de pratiques agroforestières et qui a permis de conserver un couvert forestier optimal (Photo 1).



Photo 1 : Etat de la forêt naturelle dans la FCM(photo de terrain)

### **2.3.5. Sur le genre**

Un changement positif de comportement et de nouveaux rapports entre homme et femme s'installent grâce à l'intégration genre. En effet, la position sociale de la femme s'est considérablement améliorée dans les Centrales d'Autopromotion-Paysannes (CAP). On y rencontre des présidentes de CAP, de groupement et de Caisse de Mutuelle d'Epargne et de Crédit, des monitrices d'alphabétisation, etc. Le renforcement de la position sociale de la femme s'est traduit aussi par une augmentation de la scolarisation des jeunes filles. Grâce à l'appui des ONG, les femmes se sont dotées de plans d'actions ou de plans stratégiques ; elles se sont familiarisées à la planification opérationnelle. Ceci constitue un grand atout pour des organisations paysannes en les rendant ainsi capables de planifier et de gérer rationnellement toute la chaîne de production en relation avec le marché (activité de production, de conservation/transformation et de commercialisation).

### **2.3.6. Sur la sécurité alimentaire des ménages**

Dans les zones d'intervention, les résultats sont satisfaisants en termes de rendements, de productions obtenus et de sécurité alimentaire. La date d'épuisement du stock de nourriture d'un ménage qui se situait entre avril et mai tous les ans est désormais, de l'avis des bénéficiaires, se situer vers fin juin. Selon les données recueillies auprès des ONG et de certains bénéficiaires, la durée de la période de soudure passe de 3,60 mois à 2,13 mois. La disponibilité en nourriture des ménages est prolongée ainsi de 1,56 mois. Aussi le nombre de repas au cours de la période passe de 1 seul repas/j à 1,95 repas/j (RAFIA, 2012).

## **2.4. Impacts négatifs et facteurs explicatifs des échecs dans le hotspot négatif**

### **2.4.1. Impacts négatifs**

#### **2.4.1.1. Sur les activités agricoles et l'insécurité alimentaire et sanitaire**

Comme conséquences de la dégradation des RN dans la zone Amou-Kpélé, les répondants affirment que leurs greniers ne sont plus remplis de céréales comme autrefois et même que les greniers construits actuellement ont des dimensions plus réduites par rapport aux anciens. Cette situation en zone rurale est aujourd'hui aggravée par les effets néfastes des changements climatiques qui influencent directement les rendements agricoles. Les populations de la zone Amou-Kpélé connaissent des périodes de pénuries céréalières et des bouleversements des habitudes

alimentaires qu'elles imputent aux caprices de la pluviométrie et à l'infertilité des sols.

Les phytothérapeutes interrogés dans la zone sont unanimes sur la difficulté à trouver certaines plantes médicinales aujourd'hui. Ceci révèle une exposition dangereuse des populations rurales aux maladies tropicales dans un contexte général de pauvreté où celles-ci peinent à payer les frais des ordonnances médicales dans les centres de santé. La conséquence logique de la rareté des plantes médicinales est la disparition progressive de la médecine traditionnelle et la dépendance des populations au système pharmaceutique moderne.

#### **2.4.1.2. Sur l'environnement**

Dans les villages de Sodo, Anoum, Patatoukou et Kpélé-Agavé, la fabrication du charbon de bois est devenue une activité courante en plein temps et un objet de commerce alors qu'auparavant il était fait juste pour la consommation domestique. La forte demande a accéléré le rythme du déboisement. L'introduction ces dernières décennies de la tronçonneuse et des herbicides, a eu un impact négatif sur les RN. Il s'en est suivi une dégradation de l'environnement accentuée par les techniques agricoles. Les femmes (68%) sont prépondérantes dans cette filière. Le revenu mensuel moyen provenant de la vente du charbon de bois est d'environ 12 468 F CFA par producteur (Gatonnou, 2010).

Du point de vue de l'organisation sociale traditionnelle du travail, dans la société des autochtones Akposso et Ewé, la coupe du bois pour les besoins domestiques (cuisines et jardins potagers) est une activité des femmes. Celles-ci collectent généralement le bois mort en brousse. De nos jours, la moto, le vélo et le camion sont les moyens de transport de grandes quantités de bois. Ces nouvelles technologies ont non seulement permis de transporter une plus grande quantité de RN sur de grandes distances, mais ont également introduit de nouveaux acteurs notamment les allogènes pour l'exploitation des terres, les exploitants de bois, les revendeuses de bois et de charbon de bois).

L'usage grandissant des herbicides en agriculture n'est pas sans effet sur les écosystèmes. Cette pratique s'empare de toutes les localités aujourd'hui. Les effets sont visibles sur le terrain.

#### **2.4.1.3. Sur les conflits sociaux**

Selon les enquêtés, des conflits fonciers latents existent entre villages. C'est le cas entre le village d'Anoum (étiqueté d'habitants allogènes venus du Ghana) et Kpélé-Tavié ou encore entre les allogènes de Patatoukou et les autochtones Akposso. Le manque de plus en plus des terres cultivables et la marchandisation du foncier en sont les causes directes de ces conflits latents. Outre cela, des crises naissent entre

transhumants et agriculteurs par rapport au passage et à la dévastation des cultures par les troupeaux de bœuf des pasteurs.

D'abord, la coupe du bois dans la propriété d'autrui a également créé de nombreux conflits dans les villages. Selon les témoignages, il est arrivé que certains scieurs de bois, pris sur les faits, se voient retirer le bois qu'ils viennent de couper. Mais d'autres ont refusé de remettre le bois coupé en brandissant l'argument du permis de coupe qui leur a été délivré par le service forestier. Certains agents forestiers ont des rapports tendus avec les populations locales qui exploitent les arbres sans autorisation. Ce qu'il faut retenir de ces conflits, c'est qu'ils sont des conflits d'intérêts autour des ressources naturelles dont les uns et les autres sont conscients de la raréfaction.

Dans la zone café-cacao, le couvert végétal est demeuré presque constante dans les villages test. Les produits forestiers non ligneux y sont abondants et facilement accessibles aux populations surtout féminines. Les femmes déclarent accéder facilement aux bois de feu, aux fruits et autres produits de la forêt. Les recettes tirées de la vente des produits de forêt augmentent le pouvoir d'achat des femmes et la sécurité alimentaire est ainsi renforcée.

La déforestation est plus observée au niveau de Kamétonou (village témoin) où l'agriculture a grignoté progressivement les surfaces forestières (Photo 2). Les populations estiment que cette régression est imputable à l'insuffisance de terres cultivables tant leurs pratiques ne sont pas écologiquement durables.



Photo 2: Culture sur flanc de montagne à Kamétonou  
Source : Donnée de terrain, 2013

Dans la zone Amou-Kpélé, le déboisement et la dégradation des RN sont structurelles et fonctionnelles. De nouvelles formes de contrôle social, des nouvelles règles de gestion des RN mises en place par les services étatiques viennent remplacer les anciennes normes du système traditionnel.

Le nouveau système de contrôle et de gestion environnementale implique ainsi une multitude d'acteurs, dans la mesure où il tente d'impliquer les responsables coutumiers malgré les contradictions et les conflits. Il en résulte des incompréhensions entre les agents forestiers et les populations locales qui rendent leurs rapports conflictuels. Il va alors de soi que dans un tel climat de relations, les différents acteurs développent des stratégies multiples. C'est ainsi que de leur côté, les coupeurs d'arbres ont plusieurs manières d'abattre et de transporter les produits. Les méthodes qui consistent à faire un trou dans le tronc de l'arbre pour qu'il crève plus tard ou encore à calciner le bois vert afin de laisser croire à l'agent forestier qu'il provient d'un nouveau champ défriché qui servira de production de charbon de bois. Pour les stratégies de transport du bois, la circulation se fait la nuit. De leur côté aussi, les agents forestiers tentent de surprendre les coupeurs ou transporteurs de bois en flagrant délit. D'où l'institution d'informateurs par village ou l'abandon du port de la tenue militaire.

D'un autre côté, les investigations auprès des enquêtés indiquent que les méthodes de gestion de l'environnement par les agents des eaux et forêts sont à mettre au compte des causes de la dégradation effrénée des ressources naturelles. Les permis de coupe et de transport du bois qui ont normalement pour but de freiner le déboisement produisent un effet contraire chez les populations qui coupent davantage le bois. Pour certains enquêtés, les agents forestiers se sont transformés en trafiquants de bois.

### **3. Discussion**

Comme indiqué dans la justification du choix des hotspots étudiés, cette étude a permis de mettre en exergue les leviers à actionner pour permettre de répliquer les cas de réussite ailleurs mais également les actions à entreprendre auprès des populations pour freiner voire inverser les tendances de dégradation des ressources naturelles.

#### **3.1. Leviers à actionner pour une réplication des cas de réussite**

Les résultats de cette étude ont montrés que les sites qui sont gérés par les communautés ont enregistré des succès encourageants. La mise en place des forêts communautaires dans les hotspots positifs a contribué au maintien du couvert végétal optimal dans le paysage. Le concept fondamental de la foresterie communautaire est de créer des organisations à base communautaire qui permet aux utilisateurs de la forêt à prioriser la gestion collective (mais non la propriété) pour les forêts locales dont ils dépendent pour les flux de produits (Springate-Baginski et al. 2003) Cette approche de gestion forestière permet de limiter la dégradation des ressources naturelles. Dans Les pays en développement où les gouvernements voient les avantages de remise sur les zones forestières aux communautés locales dans une variété de systèmes de gestion de la forêt

communautaire au Burkina Faso, le Cameroun, l'Inde, le Mexique, le Népal, la Papouasie- Nouvelle-Guinée, le Pérou, la Tanzanie et de nombreux autres pays, et il est estimé qu'environ 14 % de toutes les forêts dans les pays en développement est en cours de ce type de gestion aujourd'hui ( Arnold et Campbell 1986, Thomson et al., 1995, White et al., 2002). Dans ces régimes, les villageois obtiennent les droits légaux formels, d'utiliser et de tirer profit de leur forêt (Blomley et al., 1989). Mais dans le cas du Togo, ce cadre juridique qui instaure les forêts communautaires n'existent pas formellement et ce sont les ONG qui assistent les communautés par la mise en règlementant le secteur et par autorégulation en ce qui concerne l'accès aux produits forestiers. [Levier 1].

A défaut du cadre légal de mise en place des forêts communautaires, ce sont les ONG qui ont pris cette initiative (Ex. RAFIA à Natchabonga et les CR à Missahoe). Dans le but de combler le déficit institutionnel en milieu rural et de dégager des modes plus efficaces de réponse à la demande paysanne, les ONG sont fortement impliquées dans le développement local en apportant des appuis technique, matériel et financier (Diaw et al., 1998). Mais parfois les populations locales ont besoin de plus d'expertise, d'où le développement de partenariat public-privé pour la mise en œuvre des stratégies de développement locale, de renforcement des capacités et de sensibilisation. [Levier 2].

Cette étude montre aussi que le succès des investissements dépend de l'implication effective des institutions locales mises en place autour des aires protégées pour la gestion concertée des RN (cas de Natchabonga près de la réserve de faune Oti-Mandouri ou de Missahoe dans la forêt classé de Missahoe). En effet, le courant néo-institutionnel considère que institutions sont déterminantes dans l'allocation des ressources. North (1990, 1991) met l'accent sur le rôle de l'environnement institutionnel par rapport aux processus de développement. De son côté, He (1994) affirme que les institutions jouent un rôle déterminant dans l'allocation des ressources, essentiellement par ce qu'elles constituent un système d'incitation à trois niveaux: (i) elles prédéfinissent la dotation initiale des ressources des individus ; (ii) elles définissent les règles d'agrégation et de pondération des intérêts individuels ; (iii) elles dissuadent et punissent les comportements violant les règles. Dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, l'Etat s'est substitué aux communautés, aux lignages et aux familles en tant que propriétaire du foncier et ne leur a donné qu'un droit de jouissance ou a rendu très difficile l'accès à la propriété (Yelkouni, 2005). Dans ces conditions, la politique de répression et d'exclusion pratiquée par l'Etat n'a conduit qu'à destruction des ressources naturelles, notamment au Togo par le biais de la crise sociopolitique des années 90. C'est pourquoi, les institutions locales (Comité Villageois de Développement, Comité de Développement de Quartier, Comité Cantonal de Développement, Associations Villageois de Gestion des Aires Protégées, Union des Associations Villageois de Gestion des Aires Protégées, etc) nécessitent un appui permanent de formation, d'équipement, de financement pour bien

jouer leur rôle [Levier n°3]. Leur intervention dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenus permet d'asseoir une meilleure efficacité de ces activités et de trouver des liens pertinents en rapport avec une gestion durable des ressources forestières de leur terroir (Sow, 2003).

A côté des forêts communautaires, les pratiques agricoles qui privilégient la conservation de l'arbre dans le paysage ont contribué aux succès des investissements dans les hotspots positifs. En effet, il existe en zone de savanes soudaniennes à Natchabonga (Photo 3) ou de café-cacao à Missahoe des pratiques agroforestières traditionnelles qui sont aujourd'hui en baisse, des pratiques de jachères, et l'arboriculture de sous-bois. Il a été prouvé depuis longtemps que ces pratiques préservent les sols contre l'érosion et assurent une protection des eaux souterraines. Elles agissent comme vecteur de diversification des paysages, de maintien de la biodiversité, de lutte efficace contre les risques d'incendie et de fixation du carbone atmosphérique (Gijsbers et al, 1994 ; Boffa, 2000) [Levier 3].



Photo 3 : Agroforêt à base de rôniers à Natchabonga  
Source : Donnée de terrain, 2013

Quand les conditions ci-dessus sont réunies, le facteur très important qu'il faut maîtriser afin de conserver un couvert végétal optimal dans le paysage est le feu de végétation. Il se trouve qu'aujourd'hui, le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières a adopté stratégie nationale de gestion des feux de végétation élaborée en 2010 (MERF, 2010b). La mise en œuvre effective de cette stratégie constitue un atout majeur pour le succès des investissements dans la gestion des ressources naturelles (GRN) [Levier 5].

### **3.2. Actions d'inversion des tendances de dégradation des ressources naturelles**

Sur le plan sociologique, les impacts de la dégradation des ressources naturelles se définissent en termes de «*fonction*» et de «*dysfonction*» (Merton, 1965). Les conséquences se perçoivent au niveau de la structure sociale, des systèmes traditionnels de gestion communautaire des ressources naturelles et des relations interpersonnelles marquées essentiellement par le conflit (Coser, 1982). En effet, les problèmes de dégradation sont mieux appréhendés dans le hotspot négatif où il n'y a pas soit, eu d'interventions soit elles ont été sporadiques. Les populations en sont conscientes aujourd'hui et il y a un travail de fond à faire pour inverser la tendance.

L'adoption des technologies appropriées (tant en production végétale, animale, piscicole que forestière) afin de garantir la sécurité alimentaire et de conserver un couvert végétal optimal dans les exploitations agricoles peut constituer une alternatives pour diminuer la pression sur les RN. Les techniques de restauration des sols et d'accroissement des rendements agricoles sont des actions individuelles des paysans dans ce hotspot; seuls les paysans qui disposent d'un peu de moyens financiers s'octroient les engrais chimiques. Le projet APAF, mis en œuvre en 2003, a introduit le développement des plantes fertilitaires mais aucun suivi-évaluation n'a été fait pour connaître l'impact réel du projet. L'adoption et l'appropriation locale de la technique ne s'en est pas suivi. Dans ces conditions, il y a nécessité d'accompagner les petits producteurs agricoles dans les zones de hotspots négatifs ou dans les villages témoins où les interventions ont été inexistantes ou sporadiques [Action 1]. A ce propos, le rôle des ONG est important ; elles ont beaucoup contribué au transfert de technologies dans la plupart des pays, notamment à la faveur du vide créé par le démantèlement des services de vulgarisation et l'absence du secteur privé occasionnés par le désengagement de l'Etat (Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF), 2011).

Cette étude a démontré que les interventions en milieu rurales en GRN s'accompagnent généralement du développement des AGR dans les villages pour permettre aux populations de réaliser les microprojets et de les détourner de l'utilisation abusive des RN. Elles permettent, non seulement, d'augmenter le niveau de revenu des populations mais, également, peuvent favoriser une meilleure gestion des ressources naturelles par des populations, plus concrètement conscientes des revenus et avantages qu'elles peuvent tirer d'une gestion appropriée des ressources naturelles [Action 2].

Les résultats des enquêtes dans les villages test montrent que l'amélioration de la position sociale de la femme se traduit par l'augmentation du niveau de scolarisation des jeunes filles, par une meilleure organisation paysanne en termes de la chaîne de production et d'accès aux facteurs de production. L'implication des femmes dans les

projets de développement leur ouvre ainsi la porte à de nouvelles stratégies économiques (Kevane 2004 ; Peretu 2006). Etendre le champ d'activités des femmes s'impose progressivement comme une nécessité pour le développement local [Action 3].

Cette étude révèle une forme de mise en valeur des terres de plus en plus basée sur l'utilisation accrue des herbicides. Ceux-ci proviennent de sources douteuses, avec des risques très élevés de pollutions des terres, des eaux et des cultures. Dès lors, la mise en place d'un organe de régulation national chargé de faire respecter les règles de circulation et de commercialisation des intrants (engrais, pesticides, herbicides...) devient impérative [Action n°4]. Même si cet organe existe déjà, ses actions sur le terrain ne sont pas visibles, exposant les populations locales à d'énormes risques pour des cas de mauvais usages des herbicides qui traînent aujourd'hui partout. IFDC (2004) indique que dans la sous-région les reconditionnements illégaux de pesticides sont très répandus au Ghana, surtout pour les fongicides, les insecticides liquides et granulés. Il estimait qu'en 2001 déjà, 62% des pesticides vendus étaient reconditionnés. Ce qui pose de très sérieux problèmes de qualité (nombreux produits périmés ou dilués), de risques pour le distributeur et l'utilisateur (intoxications, tricherie sur les poids) et de mauvaises utilisation (pas d'étiquettes, sur ou sous-dosages).

Dès que les populations savent qu'elles ont un intérêt à gérer durablement une RN, point besoin d'être derrière elles pour assurer la durabilité de cette ressource. Il est important de mettre en place un système de partage de revenus sur la base d'une clé acceptée par tous les acteurs qui interviennent dans la gestion participative des ressources naturelles. Pour une meilleure utilisation des fonds issus de la forêt, un mécanisme de partage et de suivi de la restitution des taxes forestières aux populations locales et de la réalisation des engagements des cahiers de charges permet de combler un vide institutionnel et d'assurer une plus grande efficacité dans les initiatives d'appui au développement local [Action 5].

## **Conclusion**

Cette étude montre que les concepts de gestion participative, de forêts communautaires et la gestion décentralisée du domaine rural progressent au Togo. Ils permettent aux populations de gérer durablement leurs propres ressources naturelles. En effet avec l'appui de l'Etat et des partenaires (ONG, groupements villageois, Organismes régionaux et internationaux), de plus en plus d'interventions sont mises en œuvre en faveur de la gestion décentralisée des ressources naturelles (forêts, sols, eau, etc...). L'impact des investissements reste encourageant dans les zones dites hotspots positifs (Natchabonga et Missahoe). Dans les villages tests (villages ayant bénéficié des interventions), le renforcement des capacités des populations impliquées dans la gestion des ressources

naturelles a favorisé une prise de conscience, se traduisant par des transformations progressives du couvert végétal. *A contrario*, la comparaison avec les sites témoins (villages situés au sein d'un hotspot mais n'ayant pas bénéficié d'interventions) fait voir une situation dégressive ; ils sont sous la menace d'une dégradation accrue des RN. Toutefois, ces sites qui n'ont pas reçu d'interventions directes commencent à avoir des comportements qui résultent de l'effet de proximité des villages tests («*effet de contagion affective pour l'environnement*»). Dans les hotspots négatifs, la situation est contraire parce que les interventions sont quasiment rares et discontinues. L'usage grandissant des herbicides par les populations locales pour emblaver les superficies vient aggraver les menaces sur les écosystèmes de ces hotspots négatifs.

Il apparaît également à l'issue de cette étude que les populations sont de plus en plus conscientes de l'état de dégradation des ressources naturelles de leurs milieux et les effets de ces dégradations. Des pratiques intéressantes de gestion des ressources naturelles sont déjà adoptées dans certains villages test où il y a de la mobilisation et de la motivation des populations locales. Ces actions ont contribué au développement local et à faire face aux changements globaux. Tandis qu'elles sont très insuffisantes voire totalement absentes dans les villages témoins quand bien même ils appartiennent parfois au même terroir.

### Références bibliographiques:

1. Arnold J.E.M., Campbell J.G., 1986. Collective management of hill forest in Nepal: the community forestry development project. *In* : National research council (éd.), Proc. conf. Common Property Resource Management. Washington, National Academy Press.
2. Augusta Molnar, Marina France, Lopaka Purdy and Jonathan Karver, 2011. Community Based Forest Management The Extent and Potential Scope of Community and Smallholder Forest Management and Enterprises. Rights and Resources Initiative, Washington DC, 36 p.
3. Beaud, J-P., 2006. L'échantillonnage, in Gauthier, B. *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*. Québec, Presses de l'Université du Québec. 211-242 pp.
4. Beaud, S. & Weber, F., (2003). *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, nouvelle édi, édi. Découverte, collection Repère, 356p+Annexes, p.177.
5. Blomley, D. and Cernea, M., 1989. The management of common property natural resources: Some conceptual and operational fallacies. World Bank Discussion Paper 89/57. World Bank, Washington D.C.
6. Boffa J.M., 2000. Les parcs agroforestiers en Afrique de l'Ouest: clés de la conservation et d'une gestion durable. *Unasylya* 200, Vol. 51, pp. 11-17.
7. CORAF, 2011. Analyse des mécanismes de diffusion des technologies agricoles améliorées et innovations dans l'espace CEDEAO ; [secoraf@coraf.org](mailto:secoraf@coraf.org) and [www.coraf.org](http://www.coraf.org), 77 p.

8. Coser, L., A., 1982. *Les fonctions du conflit social*, Paris, PUF, p.84.
9. Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN), 2011. Quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat. Rapport, 25 p.
10. Diaw M. C., Oyono P. R., 1998. Instrumentalité et Déficit des Itinéraires de Décentralisation de la Gestion des Ressources Naturelles au Cameroun. Bulletin Arbres, Forêts et Communautés Rurales n°15-16.
11. Ern, H., 1979. Die Vegetation Togo. Gliederrung, Gefahrdung, Erhaltung. Willdenowia 9, 295–312.
12. FAO, 2011. Situation des forêts du monde. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Rome, 176 p.
13. Gatonnou, K., 2010. Études socio-économiques de la production du charbon de bois au Togo et impacts des politiques environnementales, mémoire de DEA de gestion de l'environnement, FDS, Université de Lomé, 65p+ Annexes.
14. Gijssbers, H.J.M., Kessler, J.J. et Knevel, M.K. 1994. Dynamics and natural regeneration of woody species in farmed parklands in the Sahel region (Province de Passoré, Burkina Faso). *Forest Ecology and Management*, 64: 1-12.
15. Kevane, M., *Women and development in Africa : how gender Works*, Lynne Rienner Publishers, USA, 2004, 243p.
16. Ministère de l'Environnement et Ressources Forestières (MERF), 2010a : Stratégie de gestion des feux de végétation. Rapport MERF/PNUD.
17. Ministère de l'Environnement et Ressources Forestières (MERF), 2010b. Plan d'aménagement forestier de la forêt classée de Missahoe, Lomé, Togo, 111p+ Annexes.
18. Merton, K., R., 1965. *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, (traduit de l'américain et adaptés par Henri Mendras), Paris, Plon.
19. North, D. C. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge.
20. North, D. C. (1991), "Institutions", *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 5, n°1 pp. 97-112. Peretu B.T., *Les Africains dans le développement : le rôle des femmes au Nigéria*. L'Harmattan, Paris, 2006, 244p.
21. Recherche, Appui et Formation aux Initiatives d'Auto développement (RAFIA), 2008. Capitalisation de l'approche et des acquis de l'appui-accompagnement de RAFIA aux communautés a la base dans la region des savanes au Togo. Rapport d'étude RAFIA, 74p.
22. Ramsar, 1971. *Convention sur les zones humides*. Ramsar COP7 DOC. 19.1
23. République Togolaise, 2009. Document Complet de Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2009-2011, Lomé, Togo, 116 p.
24. Springate-Baginski, O., Prakash Dev, O., Prasad Yada, N. Soussan, J. 2003. Community Forest Management in the Middle Hills of Nepal: The Changing Context. *Journal of Forest and Livelihood* 3(1), 5-20.
25. Sow, B., Mbaye, M., Ickowicz, A., Rippstein, G., Lesueur, D., 2003. Rôle et implication des comités villageois de gestion et développement dans

- le fonctionnement d'un programme de gestion participative des terroirs agro-sylvopastoraux. L'exemple du PROGEDE au Sénégal. *In*. Dugué P., Jouve Ph., (éds.), 2003. Organisation spatiale et gestion des ressources et des territoires ruraux. Actes du colloque international, 25-27 février 2003, Montpellier, France. Umr Sagert, Cnearc.
26. Thomson J.T., Coulibaly C., 1995. Système d'aménagement des forêts communautaires dans la cinquième région du Mali : résistance et vitalité face aux contraintes. *Unasyva*. 180 (46) : 16-22.
27. Yelkouni, M. (2005), "La gestion communautaire : une alternative pour la forêt de Togo au Burkina Faso", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°4/2005, pp. 557-578.
28. White, A. and Martin, A., 2002. Who owns the world's forests? Forest Trends and Center for International Environmental Law, Washington, DC.

# L'EMPLOI INDUSTRIEL DANS UNE METROPOLE TROPICALE: LE CAS DE LA VILLE DE YAOUNDE (CAMEROUN)

Clotaire NDZIE SOUGA  
Enseignant chercheur à l'Université de Yaoundé I  
Cameroun

**Résumé :** *De nos jours, la ville de Yaoundé abrite une gamme variée d'entreprises industrielles allant de la fabrication des boissons gazeuses, à l'embouteillage des vins en passant par la transformation du bois, la fabrication du papier etc. Ces entreprises emploient des personnes des deux sexes venues de toutes les campagnes camerounaises et parfois de l'étranger. L'emploi industriel ici est exercé dans les conditions diversifiées à cause des objectifs poursuivis par chaque acteur. Cette étude analyse le niveau actuel de l'emploi industriel à Yaoundé ainsi que ses différents problèmes. Etant donné que le Cameroun connaît depuis l'année 2000, une légère reprise de la croissance économique, nous avons mené entre 2009 et 2012 des enquêtes directes auprès des industries de la ville de Yaoundé. Les données collectées ont permis d'apprécier le volume des emplois industriels à Yaoundé et de mettre en évidence certains problèmes qui entravent ce type emploi. Il revient à l'Etat et aux autres acteurs d'harmoniser leurs stratégies afin de permettre à ce secteur d'activité de jouer un rôle clé dans l'amélioration des conditions de vie des populations de cette ville.*

## 1. Introduction et position du problème

Au fil des années, les villes se dotent de plusieurs types d'emplois aux fins de remplir tant bien que mal leur quadruple rôle de production, d'échanges, d'enrichissement et de commandement. Il en est ainsi de Santiago au Chili, de Casablanca au Maroc, d'Atlanta aux Etats-Unis, de Munich en Allemagne, d'Osaka au Japon, de Melbourne en Australie et de milliers d'autres villes dispersées aux quatre coins du monde. A Yaoundé, la capitale politique du Cameroun, à côté des emplois des secteurs primaire et tertiaire, on trouve aussi ceux du secteur secondaire ou pour être plus précis des emplois industriels.

Depuis la fin du Second Conflit mondial et surtout depuis l'accession du Cameroun à l'indépendance, outre les emplois agricoles et tertiaires variés, cette ville se dote d'emplois industriels de divers types. Jusqu'ici, elle a été présentée comme le deuxième pôle industriel au Cameroun par l'effectif et la variété de ses emplois industriels après Douala. En 1984, elle comptait environ 5715 emplois industriels répartis dans 9 secteurs ou branches d'activités (EAI, 2008, SEDES, 1986). Mais à la fin de l'année 1999, elle n'en comptait plus que 4 250 répartis dans 7 branches d'activités. En 10 ans, l'emploi industriel y a donc accusé une diminution de 25,6 %. A

vrai dire, la crise économique qui a durement frappé le Cameroun entre les années 1980 et 1990 y a contribué à une baisse de l'offre d'emploi industriel. En provoquant la fermeture des entreprises, elle y a entraîné une baisse de l'offre de travail d'emploi industriel et renforcé le chômage (DSRP, 2007). Entre 1987 et 2000, le nombre d'entreprises industrielles implantées à Yaoundé a diminué de plus de 17 % réduisant ainsi les emplois industriels de plus de 25 % (INS, 2001 et 2008, MINDIC, EAL, 2004). De manière générale, le niveau de l'emploi industriel y a baissé de façon brutale tout en faisant le lit à l'emploi informel, au chômage déguisé et à la pauvreté (BEAC, 2000, 2005, 2008).

La crise économique ayant conduit à la fermeture des entreprises industrielles a contribué à y priver l'industrie ne serait-ce que momentanément, de son rôle moteur de création des emplois au Cameroun en général et à Yaoundé en particulier. Par voie de conséquence, elle a contraint de nombreux candidats à l'embauche à se rabattre sur le secteur informel dont les emplois restent pour la plupart précaires (Touna Mama, 2000, JJ, AERTS, 2000). Le fait est d'autant plus préoccupant que selon une étude de la Banque Mondiale réalisée en 2009, les emplois du secteur secondaire des villes de la taille de Douala et de Yaoundé au Cameroun relèvent essentiellement de la petite industrie. Ces emplois ont la particularité d'être aléatoires, en tout cas pas sécurisants pour leurs titulaires (détenteurs). Certains de ces emplois sont proches de la mendicité ou frisent le chômage déguisés. Autant de points que tente d'élucider la présente étude. L'analyse ici permet de montrer qu'en dépit d'une baisse momentanée de ses effectifs liée à la crise économique, l'emploi industriel est encore bien présent dans la ville de Yaoundé et tend à y être de plus en plus spécialisé, mais cet emploi y est encore confronté à plusieurs problèmes.

## **2. Méthodologie**

La présente étude traite de l'emploi industriel à Yaoundé au sortir de la crise économique des années 1980 et 1990. L'année 2000 est considérée par les spécialistes en développement comme celle au cours de laquelle le Cameroun a commencé à se remettre des effets néfastes de la crise. De ce fait, trois critères permettent de caractériser les unités industrielles au Cameroun. Il s'agit entre autres du chiffre d'affaire et/ou le capital social, le nombre d'employés permanents et la nature des entreprises. Ce qui permet de distinguer les établissements « artisanaux » pour lesquels le chiffre d'affaire est inférieur à 10 millions de francs CFA. Ici, le nombre de salariés varie généralement entre 5 et 10. Il y'a aussi les établissements à régime simplifié pour lesquels le chiffre d'affaire se situe entre 10 et 50 millions de francs avec un effectif de salariés variant entre 10 et 19. Enfin, on distingue les établissements industriels à régime normal dont le chiffre d'affaire est constamment supérieur à 50 millions de francs CFA avec un effectif de salariés supérieur à 20. La ville de Yaoundé compte à ce jour 112

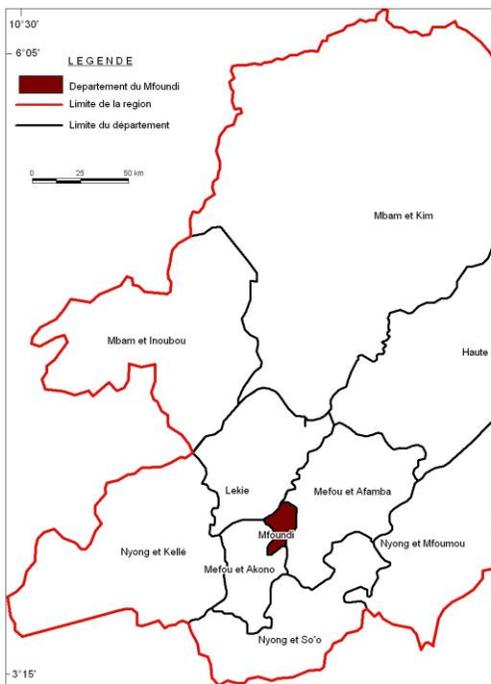
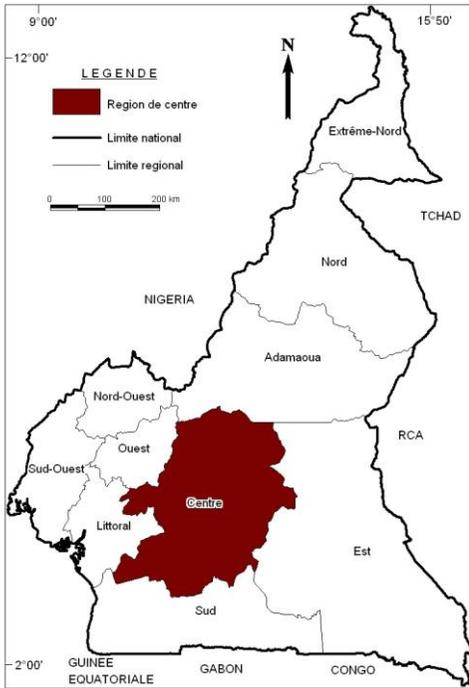
entreprises industrielles de plus de 20 salariés permanents. Cette étude s'appuie donc sur l'emploi industriel dans ces établissements ou entreprises. Les données y relatives ont collectées directement auprès des entreprises concernées et traitées suivant une démarche hypothético-déductive

### **I- Un volume des emplois industriels important à Yaoundé**

L'évolution du marché de l'emploi industriel aujourd'hui présente des tendances à la hausse des salariés dans les entreprises, mais aussi des emplois de plus en plus spécialisés. Par ailleurs, malgré l'émergence et la diversité des structures qui contribuent à former la population active, la proportion des individus recrutés dans les entreprises industrielles de Yaoundé reste en augmentation constante. A cet effet ; la ville de Yaoundé est de plus en plus perçue comme un espace qui continue d'accueillir des unités industrielles qui générèrent des emplois quantitatifs et qualitatifs. A cela s'ajoute le fait que le niveau scolaire est aujourd'hui globalement en hausse au Cameroun (DSRP, 2007, INS, 2008). Dans les centres urbains à l'instar de Yaoundé, le taux de scolarisation avoisine facilement 97% d'après les résultats du recensement de la population et de l'habitat réalisé au Cameroun en 2005.

#### **1-Des emplois industriels en augmentation sensible**

D'après les enquêtes de terrain, les industries implantées à Yaoundé sont en augmentation numérique depuis le début de la décennie 2000. Cette croissance du nombre d'unités industrielles a directement une incidence sur le volume de l'emploi industriel en général. Entre 2000 et 2012, l'effectif de la main d'œuvre des entreprises industrielles implantées à Yaoundé a évolué (tableau 1). Aujourd'hui, ces emplois ont presque doublé dans cet espace en 10 ans passant de 2987 en 1998 à 6036 en 2012 d'après les sources du Ministère des mines, de l'industrie et du développement technologique (MINMINIDT, 2008, 2009, 2010). Ces emplois sont inégalement répartis entre les différentes branches industrielles.



**Fig.1 Localisation de la zone d'étude**  
**Source : INC (2011), CUY (2009)**

L'augmentation numérique des emplois industriels à Yaoundé met ainsi en évidence les implications de la reprise économique dans la santé actuelle des entreprises industrielles. Cet état de santé dépend en grande partie des taux de croissance de plus en plus positifs de l'économie camerounaise ces derniers temps. En effet, depuis le début de la décennie 2000, les entreprises industrielles de Yaoundé présentent globalement des effectifs en augmentation numérique d'une branche à l'autre comme l'indique le tableau 1

**Tableau 1: Les emplois dans les établissements industriels de Yaoundé en 2012**

<b>Branches</b>	<b>Effectif en 2010</b>	<b>Fréquence en 2010</b>
Industries alimentaires	3104	51%
Industries textiles et confection	144	2%
Bâtiments et travaux publics	746	12%
Industries chimiques	570	10%
Industries polygraphiques	639	11%
Industries du bois et ameublement	755	13%
Industries de transformation de grains	78	1%
<b>Total</b>	<b>6036</b>	<b>100%</b>

**Source** : Enquêtes de terrain (2005- 2012)

L'influence de la grande diversité des branches d'activités industrielles sur l'augmentation des emplois industriels, les statistiques et les rapports d'enquête disponibles traduisent le dynamisme constant de l'activité industrielle constituée à la fois des petites entreprises, des moyennes industries et des industries modernes. La variation des effectifs d'une taille des entreprises à une autre explique ces augmentations des emplois par branche.

Dans le détail, les industries alimentaires viennent en tête dans la création des emplois industriels à Yaoundé. Avec 3104 emplois qui représentent environ 51% de l'effectif total des emplois industriels de cette ville. Cette branche apparait comme la plus pourvoyeuse des emplois industriels dans cette ville. Cela se justifie par le nombre d'établissements de cette branche (79 établissements de plus de 20 salariés). En réalité, malgré cette première place que les industries alimentaires occupent dans la création des emplois industriels à Yaoundé, on peut constater que ce volume d'emplois n'est pas encore proportionnel à la dimension et aux potentialités de cette branche dans l'espace urbain. Seulement, une moyenne de 39 salariés par entreprise industrielle de cette branche. En effet, en dehors des entreprises modernes que sont les brasseries du Cameroun et la SOFAVINC, cette branche est constituée essentiellement de nombreuses PMI disséminées dans toute la ville de Yaoundé. Ici, ces boulangeries ont un effet d'entraînement sur d'autres activités avec lesquelles elles entretiennent des relations étroites. Il s'agit des hôtels, des

restaurants, et de toutes les entreprises connexes dont les produits finaux servent de manière diverses dans le fonctionnement de ces boulangeries.

Malgré la position de Yaoundé dans la zone forestière, les industries du bois n'occupent que la deuxième position dans la création des emplois industriels dans cette ville ; soit 755 emplois représentant 13% du total des emplois industriels de Yaoundé. Comme les industries alimentaires, la transformation du bois reste encore en deçà de son potentiel dans la création des emplois industriels à Yaoundé. Ici, les industries de transformation du bois sont plus représentées par des menuiseries et des petites scieries. Il s'agit des petites unités artisanales à caractère familial qui n'ont pas toujours une grande influence sur des emplois industriels stables et rémunérateurs.

En troisième position, on retrouve les industries de Bâtiment et travaux publics avec 746 emplois industriels représentant 12% des emplois industriels de Yaoundé en 2011. Cette situation s'explique par le retour des grands travaux de construction des édifices et des infrastructures à Yaoundé. Ces grands travaux qui se déroulent généralement dans les « grands chantiers » stimulent à coup sûr des recrutements de personnels dans les entreprises de cette branche. C'est aussi dans cette branche que l'on parle souvent des emplois de masse pour désigner le volume parfois élevés du personnel de la catégorie des ouvriers qualifiés et non qualifiés dans ces entreprises.

Les industries polygraphiques et les industries chimiques occupent respectivement la quatrième et la cinquième place avec des taux de 11 et 10% des emplois industriels sur l'emploi total des industries de Yaoundé. Ces branches s'affirment désormais comme des composantes essentielles de l'emploi industriel dans cette ville et ses environs. L'augmentation des emplois dans ces branches s'explique par l'intérêt que la population de Yaoundé en augmentation constante accorde désormais aux produits tels que le plastique, le savon, les produits pharmaceutiques et surtout le papier. La satisfaction de cette clientèle exige forcément un réajustement des offres d'emplois.

Les industries textiles et confection ainsi que les industries de la transformation des grains sont respectivement représentées à Yaoundé par un seul établissement. Ce qui explique leurs places respectives (2% et 1%) dans la création des emplois industriels dans cette ville.

En sommes, les emplois industriels sont en augmentation à Yaoundé depuis le début de la décennie 2000. Ces emplois sont diversifiés et spécialisés. Ils varient en fonction des branches et de la nature même des entreprises industrielles. La spécialisation de ces emplois s'explique par l'essor de l'enseignement technique observé au Cameroun depuis l'année scolaire 2001/2002. Cet ordre d'enseignement met sur le marché du travail de nombreuses personnes qualifiées composées des mécaniciens, des ingénieurs, des informaticiens, des menuisiers etc. ce qui contribue fortement à la qualification des emplois industriels au Cameroun en général et à Yaoundé en particulier.

## 2. Des emplois de plus en plus qualifiés dans les industries de Yaoundé

En général, la crise économique des années 1980 et 1990 a accéléré l'exode rural et les mutations socioprofessionnelles dans l'activité économique, et notamment industrielle en milieu urbain dans toutes les villes de l'Afrique au sud du Sahara. Aujourd'hui, la spécialisation de certaines catégories socioprofessionnelles dans l'industrie renforce le caractère qualitatif de ce secteur de production dans la ville de Yaoundé. De plus en plus, l'effectif des emplois industriels de cette ville est composé aussi bien des ingénieurs, des chercheurs, des techniciens spécialisés et même des cadres compétents issus des universités et grandes écoles du territoire national et de l'étranger. On y trouve aussi de nombreux étrangers composés des africains, des européens et des ressortissants du proche et moyen orient. Ces salariés d'origines diverses et de toutes les sphères professionnelles contribuent à donner à l'industrie camerounaise une place importante voir déterminante dans la distribution des richesses et l'amélioration des conditions de vie des populations notamment dans les grandes villes que sont Yaoundé et Douala. On assiste ainsi à une alternance des professions modernes et des professions relativement spécialisées.

Il faut relever que ces deux dernières décennies ont radicalement transformé le marché du travail dans les centres urbains et ruraux du Cameroun. La nature des emplois industriels est hétérogène. En 2012 par exemple, c'est près de 7000 emplois industriels de tout ordre qui sont répertoriés à Yaoundé (INS, 2012). Les catégories professionnelles ici montrent une très grande disparité entre les branches. Quatre types d'emplois correspondant aux catégories professionnelles sont recensés dans l'emploi industriel comme l'indique le tableau ci-dessous.

**Tableau 2: Répartition des types d'emplois dans les industries de Yaoundé en 2012**

Types d'emplois	Effectifs	Pourcentage
Ouvriers non qualifiés	1703	28%
Ouvriers spécialisés	1877	31%
Cadres moyens	1339	22%
Cadres supérieurs	1117	19%
Total	6036	100%

**Source :** Fichiers des Entreprises (2010), Enquêtes de terrain 2005-2012

Parmi les types d'emplois industriels à Yaoundé ; on distingue des ouvriers n'ayant aucune qualification professionnelle, des ouvriers spécialisés, les cadres moyens encore appelés agents de maîtrise, et les cadres supérieurs.

Que ce soit dans le secteur industriel que dans le commerce des services, les ouvriers non qualifiés sont ceux qui s'occupent des tâches élémentaires et subalternes. Ils sont considérés dans leurs postes de travail comme des manœuvres pouvant être confiés à un ouvrier qualifié ou à un cadre pour l'exécution d'une tâche spécifique. Ils sont aussi à la fois agent de liaison ; du courrier, vigiles, agent d'entretien, etc. A ce jour, malgré le lancement des grands projets de construction et notamment la construction des édifices publics à Yaoundé et ailleurs dans le pays, les emplois industriels sont constitués essentiellement de cette catégorie à quelques exceptions près. On les retrouve dans toutes les branches industrielles répertoriées à Yaoundé où ils représentent 28%

Parmi les ouvriers qualifiés, on distingue les chauffeurs, les scieurs, les mécaniciens, les maçons...etc. Les cadres moyens sont des chefs de service qui servent souvent de courroie de transmission entre la hiérarchie de l'entreprise et le reste du personnel. Les cadres supérieurs sont chargés du management de certains domaines de l'activité industrielle dans les entreprises. Beaucoup parmi eux sont des chefs de services et occupent des postes exigeant un effort intellectuel.

On observe une disparité entre ces types d'emplois. Environ 70% du personnel des industries de Yaoundé sont concentrés dans les catégories d'ouvriers qualifiés et non qualifiés. Ces deux types d'emplois sont donc les plus abondants dans les entreprises industrielles de Yaoundé. En général même les recrutements à ces types d'emplois dans les industries camerounaises et notamment Yaoundéennes sont encore opaques et revêtent parfois un caractère familial voir tribal. Par contre, les fonctions de cadres moyens et les cadres supérieurs ne représentent que 34% dans les industries de Yaoundé. On les rencontre beaucoup plus dans les entreprises moyennes ainsi que dans les grandes entreprises.

En outre, il y a cela deux décennies, les postes de cadres moyens et de cadres supérieurs dans les industries de Yaoundé étaient réservés aux individus dont le niveau scolaire atteignait difficilement la licence c'est-à-dire Bac+ 3. Aujourd'hui, on y retrouve à ces postes des ingénieurs formés dans les écoles nationales et étrangères. On y retrouve également des chercheurs d'un très haut niveau notamment dans les industriels alimentaires comme les Brasseries du Cameroun ou de SOFAVINC. Il faut aussi souligner que même des ouvriers qualifiés et non qualifiés sont parfois des individus ayant atteint au moins le cycle universitaire au cours de leur formation de base.

En somme, la main d'œuvre industrielle de Yaoundé, apparaît de plus en plus qualifiée quel que soit le type d'emploi. Parfois, cet emploi sert de transition à la quête d'un emploi plus décent et rémunérateur tant et qu'il est vrai que les postes d'ouvriers qualifiés et non qualifiés sont difficilement bien rémunérés par les entreprises dans les pays d'Afrique au sud du Sahara. Malgré cette tendance à la qualification, l'emploi industriel à Yaoundé y est encore confronté à de nombreux problèmes.

## **II- Les problèmes de l'emploi industriel à Yaoundé**

Dans le contexte économique actuel du Cameroun, l'emploi industriel y est aujourd'hui handicapé par le faible niveau des salaires et le non-respect du code de travail par de nombreux employeurs industriels. L'Etat chargé de réguler les relations entre les acteurs de l'emploi industriel en vue de la préservation de la paix sociale au sein des entreprises n'y joue pas pleinement son rôle. Enfin, ni les chefs d'entreprises industrielles, ni la puissance publique n'y pratiquent une politique d'appel à candidatures aux chômeurs par rapport aux emplois industriels disponibles. Autrement dit, ils n'y pratiquent pas une approche de recrutement des travailleurs industriels compétitive qui donne la priorité aux actifs les plus qualifiés ou les plus compétents.

### **1. Une absence de garantie professionnelle**

Plus encore que l'étrécissement du marché de financement, beaucoup d'unités industrielles de la ville de Yaoundé n'offrent pas la garantie professionnelle à leurs personnels. En dehors du caractère archaïque des équipements et des conditions de travail précaires dans ces industries, il est à déplorer l'absence relative de la sécurité sociale. Dans bien des cas, la main d'œuvre de ces structures n'est pas assurée. Elle n'est pas affiliée aux services sociaux à travers la caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS). Ici, les chefs d'entreprises ne payent pas les cotisations sociales de certains travailleurs. Ces derniers ne pourraient bénéficier des indemnités en cas d'abus ou en cas de licenciement.

D'après certaines sources dignes de foi, les employeurs donnent très souvent l'impression à leurs personnels de payer régulièrement les cotisations sociales de ces derniers. Malheureusement, lorsqu'arrive le moment d'aller en retraite et de constituer son dossier de pension à la CNPS, les personnes retraitées se retrouvent devant un dilemme. Elles sont souvent surprises d'apprendre qu'au lieu de la totalité des versements correspondants effectivement au temps passé dans l'entreprise comme espéré, l'employeur n'aura versé que la moitié ou dans certains cas le tiers. Ce type d'abus n'est pas l'apanage d'une branche d'activités à Yaoundé. Les exemples de cette nature sont monnaie courante dans toutes les branches d'activité industrielle de Yaoundé et dans le reste du Cameroun.

Dans certaines branches, la main d'œuvre industrielle est constamment exposée aux accidents dans les services respectifs. Ces accidents physiques ou corporels peuvent causer les blessures, les infirmités et les invalidités. Des manquements existent aussi dans ce domaine au niveau de la prise en charge de l'employé par les services sociaux. En clair ; les chefs d'entreprises privilégient plus la recherche maximale de la rentabilité et du profit que leurs employés. Par ailleurs, l'emploi industriel permet difficilement à l'Etat camerounais de couvrir les impôts sur la masse salariale des entreprises. A cet effet, on observe des disparités criardes entre les effectifs réels des salariés des entreprises et

des effectifs déclarés par des chefs d'entreprises lors des contrôles de routines relatifs à la fiscalité.

En clair, la situation professionnelle des emplois industriels à Yaoundé reste encore relativement sans garantie professionnelle dans certaines branches à cause des disparités fonctionnelles observées çà et là. En plus une bonne partie soit 54% du personnel des industries de Yaoundé ne dispose pas d'un contrat de travail signé au moment de son recrutement dans une entreprise. Ce qui justifie parfois le fait qu'il ne soit inscrit ni au registre du service du personnel lorsqu'il existe, ni dans le fichier de la CNPS. Par conséquent, ce personnel n'a droit ni à une allocation familiale, ni à une indemnité de santé, de congés ou de licenciement. Pour ces personnes conscientes de leur statut, l'emploi dans ces conditions devient en lui-même une activité de transition dans l'attente d'une offre relativement juteuse et stable ailleurs. C'est dans ce contexte qu'on peut dire que l'emploi industriel à Yaoundé est pour certains une forme de chômage déguisé avec sa rémunération et ses réalités socioprofessionnelles.

## **2. Des recrutements à base tribale**

Le mode de recrutement et l'utilisation des ressources humaines en services dans les industries de Yaoundé restent approximatifs par rapport aux objectifs des entreprises. D'après les services du Fond National de l'Emploi (FNE), le nombre de demandeurs d'emplois en direction des industries implantées à Yaoundé varie entre 1500 et 2000 demandeurs par trimestre. Certains spécialistes classent d'ailleurs Yaoundé parmi les espaces où le chômage des jeunes est élevé en Afrique au sud du Sahara (24%). (Rapport annuel de la BEAC (2008). D'après les mêmes sources, la proportion des personnes à la recherche d'un emploi et insérées dans les industries de Yaoundé à travers le FNE est relativement faible. Elle présente également des disparités en fonction des catégories considérées. Les statistiques donnent : (1.2%) pour les ouvriers qualifiés, (1.8%) pour les ouvriers non qualifiés, (0.7%) pour les cadres moyens, et (0.4%) pour les cadres supérieurs.

La situation telle que décrite ici, remet à la surface l'opacité même qui a souvent caractérisé le secteur secondaire dans son ensemble au Cameroun de manière générale et à Yaoundé en particulier. Très souvent, les informations et autres annonces relatives à l'ouverture d'un poste de travail dans la plupart des industries camerounaises ne sont pas toujours à la portée du chercheur d'emplois ordinaire (cf. tableau). C'est prioritairement le « bouche à oreille » qui semble souvent fonctionner à merveille. Cette stratégie a pour finalité de privilégier des recrutements à base tribale. Par conséquent, les ressources humaines ainsi recrutées ne répondent pas aux besoins de rentabilité des activités de l'entreprise industrielle.

**Tableau 4: Configuration de recrutements dans les industries de Yaoundé en 2012**

Nature du recrutement	% des demandes des emplois qualifiés	% des demandes des non cadres	% des demandes des autres types d'emplois
Bouche à oreille	66%	37%	22%
Appel à candidature	12%	30%	46%
Test psychotechnique	22%	33%	32%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

**Source** : Enquêtes de terrain 2012

En général, la plupart des unités industrielles implantées à Yaoundé ne disposent pas d'un répertoire permettant de mieux analyser le phénomène relatif aux demandes d'emplois reçues en une année. Dans certains cas, lorsqu'un poste est ouvert dans l'une des industries de Yaoundé, principalement les postes de cadres moyens ou supérieurs, il est souvent exigé aux potentiels demandeurs une expérience dont la durée varie entre trois et cinq ans. Cette stratégie tend parfois à décourager surtout les jeunes qui arrivent sur le marché du travail, et amène les autres à ne pas lui faire confiance à cause du fait qu'elle n'offre pas la chance et les opportunités à tous de manière équitable.

En outre, de nombreux observateurs pensent que les industries du secteur privé ont un personnel à tendance tribale, tout au moins pour ce qui concerne des postes sans incidence sur le management général de l'entreprise. Parmi ces postes, on distingue tous ceux liés aux catégories d'ouvriers qualifiés et non qualifiés et dans une moindre mesure des postes de cadres moyens.

Autre fait marquant dans l'accès à un poste de travail dans les industries privées à Yaoundé, c'est le temps mis par l'éventuel demandeur pour trouver un emploi. Ici, après la phase d'identification de l'emploi éventuel, de nombreux chercheurs d'emploi mettent souvent plus de quatre ans avant d'être appelé un jour pour un entretien avec l'employeur. Ce qui ne donne pas forcément accès à l'emploi dans cette entreprise. A contrario, ceux des demandeurs qui s'adressent directement à l'employeur par le biais d'une connaissance ou d'une relation familiale passent dans des cas rares plus d'un mois sans être recruté. Mais, les personnes qui ont une expertise approuvée dans un domaine précis ont souvent moins de chance pour être recrutées surtout si elles ne bénéficient pas d'un appui relationnel ou familial dans ces entreprises industrielles. Dans environ 79% de cas, les personnes en services dans les entreprises privées ont été recrutées directement par l'employeur. Le mode de recrutement ici étant l'information de proximité dont bénéficie souvent l'éventuel demandeur. C'est très souvent une relation ou une connaissance en services dans l'une de ces structures qui informe le potentiel demandeur d'emploi et le motive à venir postuler. Cette motivation se fait également en interne après dépôt de la demande auprès des services

concernés. Ce qui facilite la configuration tribale des ressources humaines dans certaines industries de Yaoundé. On rencontre ce phénomène dans toutes les branches. Cette situation fragilise la paix sociale si précieuse pour les pouvoirs publics. Lesquels pouvoirs assistent parfois impuissant à ces recrutements à caractère tribal malgré de nombreuses dénonciations des médias et des chercheurs divers.

### **3-Les incohérences des services administratifs**

La loi N° 2002-004 du 19 avril 2002 modifiée par la loi N° 2004-20 du 22 Juillet 2004 porte sur la charte des investissements au Cameroun. Cette loi a pour objectif de bâtir une économie camerounaise compétitive basée sur une diversité des investisseurs. Ce sont ces investisseurs qui créent des entreprises et par conséquent, constituent une source d'emplois pour la population active. Dans ce contexte, l'Etat camerounais met sur pied un ensemble d'orientations susceptibles d'attirer les investisseurs dans le développement de l'économie nationale. Cette stratégie passe par un assainissement du marché des investissements à travers l'allégement de la fiscalité et la réduction des délais d'obtention des agréments de création des entreprises. Elle passe aussi par l'aménagement des zones réservées à l'implantation des activités industrielles. Mais dans sa démarche, l'Etat a multiplié les ministères en charge des questions économiques pour répondre plus aux réalités politiques qu'économiques. A ce titre, il devient difficile aux acteurs d'identifier clairement le jeu de rôle de chaque partenaire de l'Etat.

Bien sûr, l'Etat prend en compte les institutions telles que les banques, les instituts de recherche et de protection de l'environnement pour les cas de la lutte contre la pollution par les industries. Malgré ces stratégies volontaristes des pouvoirs publics de promotion des investissements, il est à noter que le code des investissements élaboré à cet effet au Cameroun paraît encore comme une incohérence de l'Etat sur le plan pratique. En effet, les étapes à franchir par un entrepreneur pour la création d'une entreprise sont aussi diversifiées que complexes. Dans son article 4, la charte camerounaise des investissements considère comme investissement tout actif détenu par un investisseur c'est à dire une entreprise, les actions ou toutes autres formes de participation au capital d'une entreprise, les obligations et titres de créance, les biens monétaires, les droits de propriété intellectuelle, les contrats à moyen et à long terme, les autorisations ou permis, ainsi que tout autre bien corporel et incorporel ; meuble ou immeuble.

Cette tendance a une incidence sur la durée requise pour la création d'une entreprise. D'après de nombreux analystes, il est encore difficile pour les nationaux de pouvoir créer des entreprises industrielles et participer à la croissance économique au Cameroun. Lorsque ces entreprises voient le jour, ce sont généralement les petites et moyennes industries. Dans l'environnement économique actuel, ce sont ces petites et moyennes industries qui constituent le levier principal de l'Etat en matière d'emploi

industriel. Or, ces emplois sont moins rémunérant et parfois précaires. D'après les responsables du Ministère des Petites et Moyennes Industries et de l'Economie Artisanale, il faut en moyenne 28 jours à tout potentiel entrepreneur désireux de créer une entreprise au Cameroun. Il s'agit effectivement de la pratique sur le terrain. Et pourtant, la charte camerounaise des investissements prévoit 72 heures pour la création d'une entreprise. Des sources proches du même Ministère, la durée de 28 jours s'explique par le volume des documents à signer ainsi que la diversité des intervenants. Voici récapitulées les administrations impliquées dans la chaîne de création d'une entreprise au Cameroun.

**Tableau 5: Liste des administrations impliquées dans la chaîne de création d'une entreprise industrielle au Cameroun en 2011**

N°	Intervenants
01	Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation
02	Ministère du commerce
03	Ministère de l'industrie et de la formation technologie
04	Ministère de l'économie, du plan et de l'aménagement du territoire
05	Ministère des finances
06	Ministère des domaines et des affaires foncières
07	La communauté urbaine
08	Ministère du travail et de la sécurité sociale
09	La CNPS
10	Les Banques
11	Ministère de la Justice
<b>Total</b>	<b>11</b>

**Source** : Enquêtes de terrain. 2012

Ces administrations sont les organismes de tutelle avec lesquels, tout potentiel investisseur doit chercher à être en harmonie à travers l'obtention des agréments ou autorisations nécessaires. Chaque Ministère représente une étape décisive dans l'avancée vers une autorisation de création d'une entreprise. Les documents concernent la liberté d'entreprendre, la protection contre la concurrence, les droits de propriété mobilière et immobilière, la propriété intellectuelle, les procédures de concession, la liberté de rapatriement des capitaux et l'accès au marché des devises étrangères.

De plus en plus, la tendance à la corruption des services de ces différentes structures de l'Etat n'est pas toujours de nature à attirer les investisseurs privés ou étrangers au Cameroun. Ceci est d'autant plus difficile à réaliser que les services de l'Etat habilités à accorder les documents divers ne sont pas toujours fixés dans toutes les villes encore moins dans toutes les régions administratives du pays. Bien plus, au sein d'un même Ministère, plusieurs services peuvent intervenir dans la chaîne de création d'une entreprise. C'est le cas du Ministère des finances où il faut passer tour à tour au trésor et aux impôts. Ce qui paraît pénible. C'est pourquoi les pouvoirs publics ont créé un guichet unique pour réduire les

pesanteurs relatives à la création des entreprises au Cameroun depuis avril 2010.

C'est l'aboutissement d'une procédure qui date de la loi de 2005 modifiée en 2007 avec l'appui de nombreux bailleurs de fond du Cameroun tels que le PNUD, l'UE, la BAD etc. Depuis avril 2010, ces guichets uniques s'occupent de la création spécifique des entreprises au Cameroun. Chaque guichet a en son sein les représentants de toutes les structures évoquées plus haut. Cette stratégie de l'Etat ressort clairement l'existence et le constat de nombreuses incohérences sous forme de pesanteurs dans la charte des investissements au Cameroun. Ce qui constitue en soi une insuffisance dans la compétitivité et la rentabilité des industries camerounaises ainsi que leur faiblesse à offrir des emplois stables, abondants et rémunérateurs.

### **Conclusion**

Cette étude montre que l'emploi industriel est encore confronté à plusieurs problèmes. A Yaoundé en particulier et au Cameroun en général. Ainsi, des enquêtes menées auprès des services spécialisés et des acteurs impliqués dans l'activité industrielle permettent de dire que ces problèmes concernent les salaires précaires, le non-respect du code de travail et sa violation par certains employeurs etc. De même, l'Etat chargé de réguler les relations entre les acteurs de l'emploi industriel pour la préservation de la paix sociale au sein des entreprises ne joue que partiellement son rôle. Il reste donc à espérer que les grands projets focalisés sur la production de l'énergie électrique soient salutaires pour l'économie camerounaise notamment en ce qui concerne les implantations et la création des emplois industriels dans ce pays en général et à Yaoundé en particulier. Par ailleurs, le climat des affaires doit être amélioré tout comme les promoteurs nationaux devraient éviter des recrutements à caractère tribal qui ne font que renforcer le manque de compétitivité des industries de Yaoundé en particulier.

### **Références bibliographiques:**

1. Aerts J. J. et al, (2000). *Economie camerounaise, un espoir évanoui*, Paris, éd. Karthala, 287 p.
2. Bilo'o M T 2011, L'espace industrielle de Yaoundé 3<sup>ème</sup>: logique des acteurs et effets induits. FALSH, Département de Géographie, UYI, Thèse de Master en géographie. 158 p
3. Caisse Nationale de Prévoyance Sociale(2011), registre des entreprises modernes publiques et privées au Cameroun. Document de travail, 196p
4. Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté, 2007, document de travail, 367p
5. INS(2009), Annuaire statistique de la région du centre. Yaoundé, 239p
6. INS (2009), Document cadre des entreprises du secteur secondaire, série spéciale
7. MINEPLADAT, INS, BUCREP (2005), Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat

8. MINMINDT, MINEPAT, INS (2008), EAI : rapport de synthèse, Yaoundé, 189p
9. MINMINIDT, INS (2009), Recensement et enquête sur les entreprises au Cameroun, Yaoundé, 309P
10. MINMINIDT (2010), Document cadre de la politique industrielle du Cameroun. Numéro spécial, Yaoundé, 193p
11. Ndzié Souga C (2007), l'emploi industriel dans la ville de Yaoundé, FASH, Département de géographie, UYI, mémoire de DEA, 81 p
12. Touna Mama, (1987). *La macroéconomie aujourd'hui, une crise d'identité ?* Revue camerounaise de management, n°6-7.

# ROMANIANS' SELF-PERCEPTION AND THE EVALUATION OF THEIR LIVING CONDITIONS<sup>3</sup>

Ph.D. Prof. Dumitru OTOVESCU,  
University of Craiova,  
Faculty of Law and Social Sciences

**Abstract:** *This article presents the opinions and the appreciations of the Romanians concerning their life in the nowadays society, it reveals the results of a field sociological research. There are brought forward the main dissatisfactions of the population and it is sketched the psychology of the individual suffering. The general conclusion is that, although the Romanians have a hard life, they are optimistic regarding their future.*

**Keywords:** *unemployment, poverty, the population's dissatisfactions, Romanian character, the psychology of suffering*

## 1. Introduction

From 1990 and until the present days, the Romanian society has registered radical changes in a rapid rhythm, these changes being generated by the transition process from communism to capitalism, an unprecedented process in the history of humanity that was experienced by nine former communist countries from Europe, among which Romania was too, countries that freed themselves from the tyranny of the totalitarian politic regimes. Besides the difficulties inherent for the complex processes of economic, social and institutional change, there were also registered consequences of the world economic depression that affected profoundly the living standard of the Romanian citizens. (Details in Otovescu A., Motoi G., Frăsie M.C., and Otovescu D., 2001, p. 123-152 and 182-192) Next, we intend to try to make a short characterization of Romanians, by unravelling some opinions and appreciations of theirs regarding their lives in the actual society. The data that we are going to present below were obtained both from official statistic sources and after a field research that was realized through a poll, with the help of a questionnaire. This was filled in *face to face* by 400 people, selected through random samples, with the domicile in the urban area. The sociologic research was made under the aegis of Oltenia Social Institute of the University from Craiova.

---

<sup>3</sup> Article published in Indian Journal of Applied Research, Vol.3, Issue.10 October 2013 - <http://www.theglobaljournals.com/ijar/articles.php?val=MjUyOQ==&b1=629&k=158#sthas h.D5jVMD1g.dpuf>

### **3. The economic-social context of the population's dissatisfaction**

Once with the starting of the world economic crisis and its virulent manifestation in the Romanian society, starting with 2009, many companies became bankrupted, fact that supplied the unemployment phenomenon, especially among the manpower from the private sector. Approximately a million Romanians, from the almost five million who were employed (with or without a labour contract), became jobless, while the rest of the working population was living, most of it, with the minimum wage, of about 157 euro, in 2011, fact that situated our country on the 26<sup>th</sup> place from the 27 states members of the European Union, "as concerning the value of the minimum wage". (Otovescu A., et.al., 2001, p. 141-142). The poll that we made evidenced that 50.1% from the people who worked "had a secure job, but a low salary, as confronted to their needs", as coming from the questioned subjects.

A poll made in June and July 2009, requested by the World Bank, in 1,686 companies from Romania, Bulgaria, Turkey, Hungary, Lithuania and Latvia, evidenced that "our country had the highest share (17.6%) of closed companies in 2008 and 2009, after the economic crisis". (Otovescu A., et.al., 2001, p. 130). The official statistic data attest that "127,129 companies from Romania (from almost 907,000 – A/N) suspended their activity during January-November 2009, as comparing to 2008, when there had been registered only 10,901 such cases, resulting a growth of 1066.2%". (Otovescu A., et.al., 2001, p 130). Moreover, the investments stagnated and the psychological climate of the business environment was dominated by mistrust, excessive prudence and weak hopes with regard to the improvement of the economic situation.

The field search evidenced that in such disconcerting situation, the main discontents of the population, in general, and of the interviewed citizen, in particular, were connected to the fact that:

- 1) The small income did not pay off the individual and family expenses (appreciated 70.1% from the total number of the questioned people);
- 2) A part of the employees lost their jobs and did not succeed to get employed at other economic agents (11.9%);
- 3) The personal diseases obliged them to treatments that they could not afford, due to the lack of money or health insurance policies (4.8%);
- 4) The national situation was uncertain because of a government that did not seem to care about the faith of its own citizens (3.6%) and that did not demonstrate that it had solutions for the situation of crisis experienced by the Romanian society;
- 5) Almost 15% of the investigated population appreciated that they came to the degree of poverty and loss of hope to return to a

more decent living standard. In the rural area, the share of the poor population was even higher and the development of the agriculture has continued to remain a problem for which the solution could be in the future.

The unemployment and the poverty affected the right to work and education of the Romanian citizens, the right to a normal family life (Otovescu-Frăsie C., 2009 p. 30-31) and the quality of the relations between people. Many young people left abroad for working and in Romania became characteristic the phenomenon of emigration for working abroad, of no historic precedent (Otovescu A., 2013, p. 60-71), although the European labour market was also registering major disequilibrium. Some countries as Greece and Spain reached record numbers of the unemployment rate – of over 25% from the total number of population (Motoi (Ilie), G., 2010, p. 89-92)

### 3. Romanians experience hard times, but they are optimistic

Although dissatisfied with their working social conditions, yet, the Romanians preserved a preponderantly optimistic attitude, in relation with their future. After an international poll, realized by Gallup Institute in 2011, on the population from 155 countries around the world resulted that 56% self-evaluated as being unhappy, 23% as suffering and 21% considered themselves happy (*Gallup World Poll*, 2011). From our research, it resulted that 81.2% from the total number of subjects generally have “an optimistic character, trust people and live with the hope that they will accomplish their goals”, while the rest of 18.8% self-appreciated as being “a pessimistic character, do not trust people and do not live with the hope to reach their goals”. The positive dominant of the Romanians’ psychology can be explained both through the previous personal accomplishments and through their characteristic intelligence that allowed them to survive throughout all the difficult historic moments of their evolution as a people and national community, but also through the way they regard the living, as based on work and action for solving the problems. In this respect, the answers to the question: *Up until now, has your life been rather full of...?*, are evident.

No.	Types of options	%
1	Accomplishment, fulfilment, success	74.4
2	Failure, dissatisfaction, lack of success	25.6
3	TOTAL	100.0

It can be noticed that almost three quarters from the respondents considered that their life was put under the sign of success, among which, the most important that they mentioned, after the answers to another question, were “fulfilled family life” (40.8%), “the professional success” (28.8%) and “the good general health condition” (75.9%). As confronted to the positive dimension of the Romanians’ psychology, there is the negative

dimension that it is placed under the sign of failure and suffering. Therefore, the questioned people evidenced that “the greatest pain or suffering” that they had previously had are related to the “passing away of a beloved person” (parents, husband/wife, brother/sister, friends, children, colleagues – indicated by 32.2%), by “family misunderstanding or arguments” (11.6%), “the loss of the job” (10.7%) and “the sickening with a serious disease” (5.9%). Over 27% of the investigated people confessed that the endured suffering affected their personal life, their efficiency in work and their behaviour in relation with the other people. Thus, 41.4% underlined that they became emotionally unstable, 12.5% showed that the endured suffering led to the diminishing of their living standard, 10.7% noticed a reduction of their working efficiency and 8.9% said that they became estranged, isolated from the other members of the family and from the working colleagues.

The knowledge of the individual suffering psychology is necessary from the sociologic point of view, because it helps us not only to enter into the intimacy of the human being, but especially to decipher the social impact, the consequences of the dramatic personal experiences on the people’s collective life. Such a field, which deals with the research of the relations between individual and community in difficult situations of our emotional equilibrium, constitutes a major challenge of the contemporary sociology. Generally, the actual sociological researches are preoccupied with the examining of the human as a social being, with the analysis of the way in which he fulfils his statuses and social roles, with the evaluation of the individual’s integration process into the society throughout the fulfilment of the moral, family, professional etc. duties and responsibilities and less with the penetration into his inner universe that is, of course, linked with an indissoluble connection by his own social universe.

### References:

1. Otovescu A., Gabriela Motoi, Maria-Cristina Frăsie, D.Otovescu, *Criza mondială*, Editura Prouniversitaria, Bucharest, 2001, p. 123-152 and 182-192
2. Otovescu A., *Conservarea identității culturale în mediile în imigranți români din Europa*, Chap. II, Editura Muzeului Național al Literaturii Române, Bucharest, 2013, p. 60-71
3. Otovescu-Frăsie C., *Drepturile omului în societatea contemporană*, Editura Scrisul Românesc, Craiova, 2009 p. 30-31
4. Motoi (Ilie) G., *Piața muncii din Europa în contextul crizei mondiale și impactul asupra tinerilor*, in *Revista de Științe Politice*, No.28/2010, Editura Universitaria, Craiova, p. 89-92
5. *Gallup World Poll*, 2011, available on <http://www.gallup.com>

# RESIDENTS' PERCEPTION REGARDING HABITATION QUALITY IN CRAIOVA. CENTER-PERIPHERY DISPARITIES

Junior Teaching Assistant Cristina ȘOȘEA  
University of Craiova,  
Geography Department

**Abstract.** *The research aims at delineating the perception Craiova infixes in its residents' mental, taking into account the distance from the center, and, more precisely, identifying territorial disparities within a post-socialist city. In order to analyze and evaluate the urban image, endogenous perspective was taken into consideration. The determinants influencing the satisfaction degree regarding the habitation conditions have been set off, together with the dysfunctions associated with certain neighborhoods in the outskirts of Craiova municipality. These variables led to several cartographic representations regarding the spatial distribution of the residents' perception, by identifying repulsive or attractive areas, reflected in the interviewed persons' mental perception. Interpreting the results, we could conclude that habitation attractiveness considerably decreases from the center towards the periphery of Craiova.*

**Key words:** *Craiova, center-periphery, habitation, perception, disparities.*

## 1. Introduction

In a socio-geographical context, habitation can be defined as a set of activities implying recovering and cultivation of the working capacity and social relations, being conditioned by the characteristics of the built-up space within a certain territory (Nae Mirela, 2006, p. 105). The necessity for habitation represents a basic human need, the adequate conditions of living being not only a problem of life quality, but also one of survival (Sandu et al., 2006, p. 56, Vâlceanu&Zulaica, 2012, p. 46), engaging more than a simple shelter (Vâlceanu&Tămîrjan, 2011, p. 35, Nae, Mirela, 2006, p. 105, Voicu, Bogdan, 2005, p. 51). In Romania, the free, unconfined right to inhabitancy is considered to be a legal right of every citizen (Law no. 114/1996), the ideological positions that the country underwent clearly influencing the inhabitants' behavior towards their living conditions. Thus, while the communist period brought along major ruptures in the structure and habitation pattern of most cities, which, far from levelling, prepared instead the premises of inequality, the post-socialist years emphasized, on the one hand, the discrepancies between center and periphery of the city, but, on the other hand, the dynamism, fragility and lack of planning norms in the periphery when faced with the individual housing boom.

## **2. Objectives and methodology**

In order to evaluate and analyse the urban image projected in Craiova's inhabitants mind, both methods specific to geographical research have been used, but also auxiliary ones (questionnaire, statistical processing etc.)

This research is based on a survey accomplished in 2010-2012, the scientific approach consisting in a double perspective image-formation, made up of a general urban perspective and a local, more detailed perspective, at the level of dwellings, neighborhoods, areas within the city. The analysis based on questionnaires regarded a descriptive approach of the city's inhabitants satisfaction towards their habitation and the areas (neighborhoods) in which they dwell, but also a more subtle analysis of the determinant factors involved.

The questionnaire comprised 36 questions, supposing both preformulated and free answers, organized on three sections: satisfaction towards the dwelling house and the neighborhood, the satisfaction towards the city and some demographical data: gender, age, economic status etc. The analyzed items have been transformed into status indices (presence or absence of a certain phenomenon), but also into intensity indices, introducing the possibility to justify their option (very satisfied, satisfied, not so satisfied, not satisfied because.....). The sample was randomized, more than 1000 persons being questioned. The technique was also double-sided, applying both a face-to-face approach, in the street, but also a web tackling, so that we could include various categories of inhabitants. Persons having a stable residence in Craiova were questioned.

A distinctive element was directing the research to a geographical and socio-spatial context by mapping the results, therefore, the geographical component supposed spatially investigating and measuring the inequalities, variations and disparities within the urban territory, but also translating them into more specific triggers: social distances, (lack of) accessibility, socio-spatial segregation.

## **3. Discussion**

Craiova holds a good position in the national urban system, being the 5<sup>th</sup> largest city in Romania (according to the General Census of the Population and Housing in Romania, 2011) and possesses an immutable leading role in Oltenia, as its first rank, demographic potential, administrative, economic, cultural functions and area of influence proved in time, polarizing the entire South-West Development Region.

In view of all this, in order to ensure a good representativity, the experimental sample was made up of over 1,000 inhabitants' answers. Moreover, in order to obtain a more efficient analysis, a general overview was chose to be made, grouping respondents first of all on neighborhoods,

afterwards on areas of study (Fig. 2). These areas of study included the main component elements of the built-up area of Craiova and its component settlements (suburban communes or peripheral neighborhoods, joint in homogenous areas, which actually represent the radial-concentrical internal spatial organization of Craiova (Sosea, Cristina, 2013, p. 191): center, pericenter, (internal) periphery (suburban ring corresponding to component settlements). These peripheral neighborhoods comprise 4% of Craiova's population, the largest being Cernele (Fig. 1).

Also, in order to avoid disproportions, an approximate correlation was made between the population of the neighborhood/area and the number of respondents: the percent of the number of questionnaires applied per neighborhood peered the percent of the population of the respective neighborhood/area. As a result, best represented areas were Craiovița Nouă, Calea Severinului, George Enescu-Cornițoiu, followed by Brazda lui Novac, Centru-Siloz-Calea București, 1 Mai and Valea Roșie, these actually representing the neighborhoods with the largest population in the city. On the other hand, the inhabitants of Mofleni, Popoveni, Făcăi, Șimnicul de Jos outlined through a rather low representation in the overall image precisely because of the low percent these neighborhoods' population represent in Craiova municipality's population (Table 1).

**Table 1. The distribution of respondents according to the population of neighborhoods/areas of study**

Areas of study	Neighborhood		Population				Representativity	
			2002		2011		no. <sup>***</sup>	% <sup>***</sup>
			no.	%	no.	%		
A. (center)	1.	Centru Siloz Calea București	39064	12.9	-	-	102	10
B (pericenter)	2.	Brazda lui Novac	39981	13.2	-	-	153	15
	3.	Rovine	28216	9.3	-	-	176	17
	4.	Craiovița Nouă C. Severinului George Enescu Cornițoiu	67876	22.4	-	-	294	28.7
	5.	1 Mai	26902	8.8	-	-	80	7
	6.	Valea Roșie	25319	8.3	-	-	55	5
	7.	Lăpuș-Argeș Sărari	14116	4.6	-	-	73	7
C (pericenter – former peripheries of	8.	Breștei-Craiovița Veche Nisipuri-Dorobanți	21223	7	-	-	9	0.8
	9.	Fața Luncii Lascăr Catargiu	10713	3.5	-	-	10	0.9
	1	Romanești	6182	2	-	-	12	1.1

Craiova)	0.	Veterani						
	1.	Bariera Vâlcii Ghercești	12578	4.1	-	-	11	1
D (periphery/ suburban ring/ component settlements)	1.	Cernele, Cernele de Sus Izvoru Rece Rovine 2	6047	1.9	6213	2.3	30	2.9
	2.							
	1.	Mofleni	1641	0.5	1547	0.5	5	0.4
	3.							
	1.	Popoveni	863	0.2	1250	0.4	3	0.2
	4.							
1.	Făcăi	1512	0.5	1050	0.3	4	0.3	
5.								
1.	Șimnicul de Jos	1095	0.3	1106	0.4	15	1.4	
6.								
	CRAIOVA		30260 1	100	2695 06	100	1023	100

Source: General Census of Population and Housing, 2002, 2011  
 The permanent population of Craiova municipality per neighborhoods,  
 \* % in the overall population of Craiova municipality  
 \*\* Number of questionnaires per area of study  
 \*\*\* Percent (%) in the total number of questionnaires

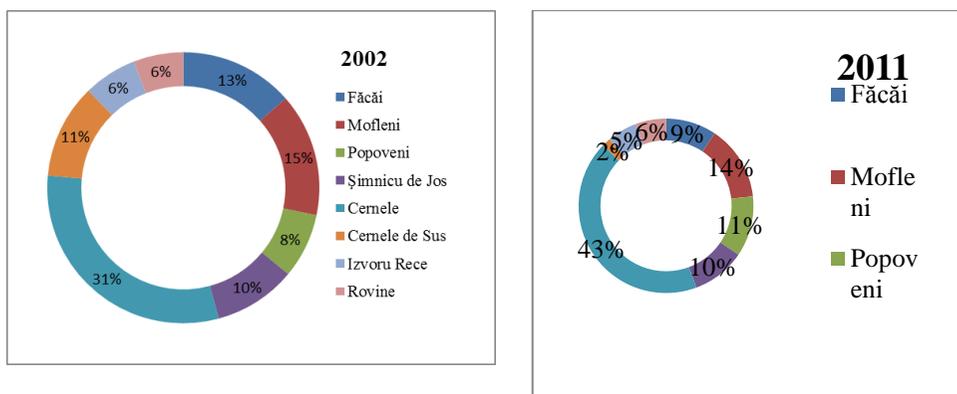


Fig. 1. The percent of component settlements' population in Craiova's inner periphery (suburban ring)

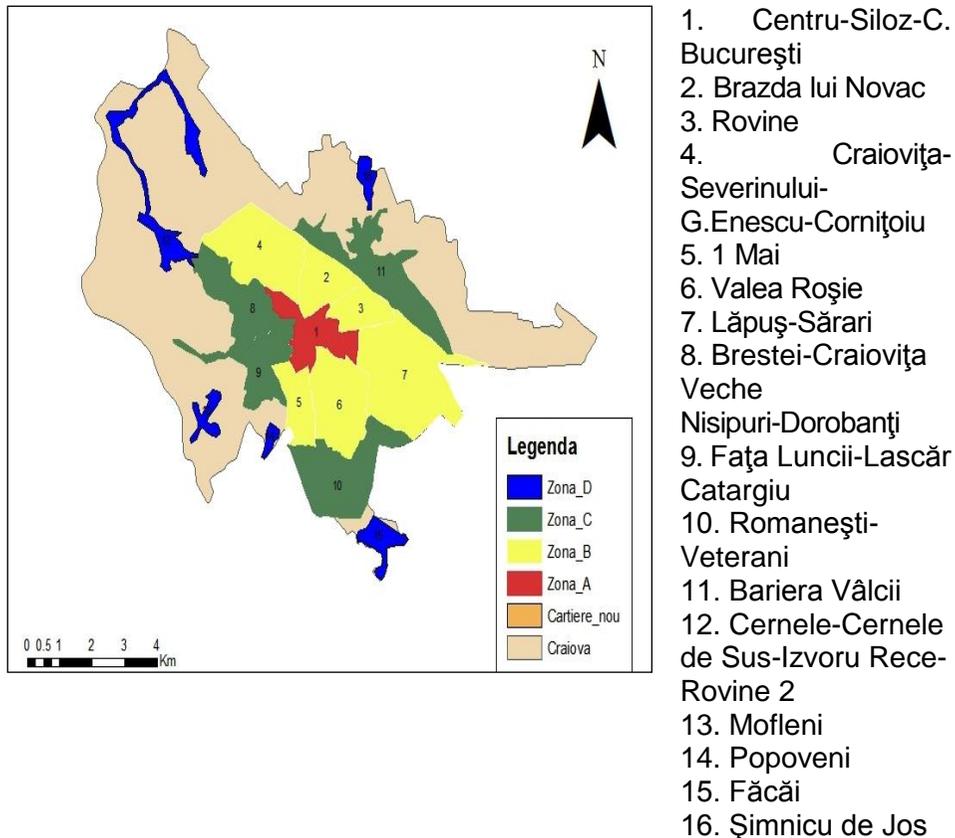


Fig. 2. Spatial distribution of neighborhoods and areas of study in Craiova

It is worthy of note that the inhabitants of Brazda lui Novac, Rovine, Centru, Craiovița Nouă neighborhoods have been very receptive, both directly, in the street and online, in expressing their opinions and contributing to emphasize and rectify the drawbacks in Craiova's habitation potential. On the contrary, the respondents in Brestei, Cernele, Mofleni, Popoveni, Făcăi, Șimnicul de Jos have been less receptive to express their community's problems; in this case, the approach was mainly direct, in the street, rather than online.

From the point of view of the demographical characteristics it revealed, the questionnaire represented a very valuable asset, as it also reflected the demographical imbalances in the inner structure of Craiova's population.

Thus, in the sample at the level of the entire municipality, as compared to male respondents, the higher percent of female population emerged, which actually correlates with the subunitary masculinity ratio registered by the entire administrative unit (93.8 women/100 men in 2002 and 93.2 women/100 men in 2011). The ratio registered between the male and the female questioned population was rather equable in Barieră-

Ghercești and Mofleni, subunitary in most of the areas characterized by a large population (Centru, Brazda lui Novac, Rovine, Craiovița Nouă, 1 Mai, Valea Roșie, Lăpuș-Sărari, Brestei-Nisipuri, Lascăr Catargiu) and over-unity especially in peripheral areas: Romanești-Veterani, Cernele, Popoveni, Făcăi, Șimnicul de Jos, where males tended to express their family's opinions during discussions with unfamiliar persons, being recognized as the head of the family.

In what concerns the age of the interviewed persons, most of them are aged 25-49 years, followed by an important share of persons aged 18-24 years in most of the neighborhoods of the city, while in Fața Luncii-Lascăr Catargiu, Bariera Vâlcii-Ghercești, Mofleni, Popoveni, Făcăi, Șimnicul de Jos, most of the interrogated persons are 50-64 aged, which reflects and corresponds to the unbalanced age structure of the population in the periphery of Craiova (in 2002, more than 61% of the population in Făcăi for example, was over 60!).

Also, most respondents are married and university-educated, except for Fața Luncii-Lascăr Catargiu, Bariera Vâlcii-Ghercești, Mofleni, Popoveni, Făcăi, Șimnicul de Jos, where respondents were mainly secondary school graduates, a natural consequence of the age structure of these persons. A strong correlation could be observed between the education and the level of expectations regarding personal accommodations: the higher educated the persons was, the lower level of satisfaction that person would manifest concerning the quality of housing.

Objective data about living duration in the dwellings revealed an obvious stability and attachment of Craiova's inhabitants towards their homes, as most of the respondents disclosed they have been living both in that particular house and in Craiova for more than 20 years. It also reveals the inhabitants' limited financial resources that would have been necessary to buy a new house in the years following 1990s, when apartments prices peaked. A greater internal urban mobility is ensured though by young adults obtaining bank credits encouraged by a specific governmental program in order to buy their first house.

Taking into consideration the housing type, a large majority of the respondents in Centru, Brazda lui Novac, Rovine, Craiovița, 1 mai, Valea Roșie, Lăpuș-Sărari live in a block apartment, while the inhabitants of either former peripheries of the city such as Brestei, Fața Luncii-Lascăr Catargiu, Romanești-Veterani, Bariera Vâlcii-Ghercești or of nowadays peripheries: Cernele, Rovine 2, Mofleni, Popoveni, Făcăi, Șimnicul de Jos live in a house. This is a result of the rhythm of spatial development of Craiova, which implied the agglutination and mechanic administrative inclusion of the surrounding villages.

As in most of Romania's cities, most part of the questioned inhabitants of Craiova own their houses, or live with their parents, homeowners in their turn. This generally valid Romanian reality expresses the changes of a post-communist society and the general transfer to private

property after 1989, by selling at moderate prices the former rented by the state houses of communism.

Then, an obvious difference was detected between the central and peri-central dwellings and the peripheral ones in what concerns the living area/person; although the suburban communes have a precarious status of utilities, still, the predominance of houses and the previous rural conditions determine a larger living area/person in the periphery. In fact, the need for space is seen as one of the most common reasons of suburbanisation in post-fordism and explains why the peripheries are mostly preferred for the development of new residential areas (Pătroescu et al., 2012, p. 39).

Following the methodology proposed by Neacșu (2010), Craiova's inhabitants were asked to express their opinions about the quality of their dwellings, streets they live on and their neighborhoods.

Thus, while in central and pericentral neighborhoods most of the respondents declared satisfied or very satisfied with their apartments (Fig. 3), about half of the respondents residing in the periphery declared only rather satisfied, explaining their answer by:

- a) the insufficient or absent supply of utilities (sewerage system, water supply system, TV cable or internet);
- b) the lack of thermic isolation of the houses and their inappropriate orientation;
- c) structural flaws;
- d) the absence of an interior lavatory.

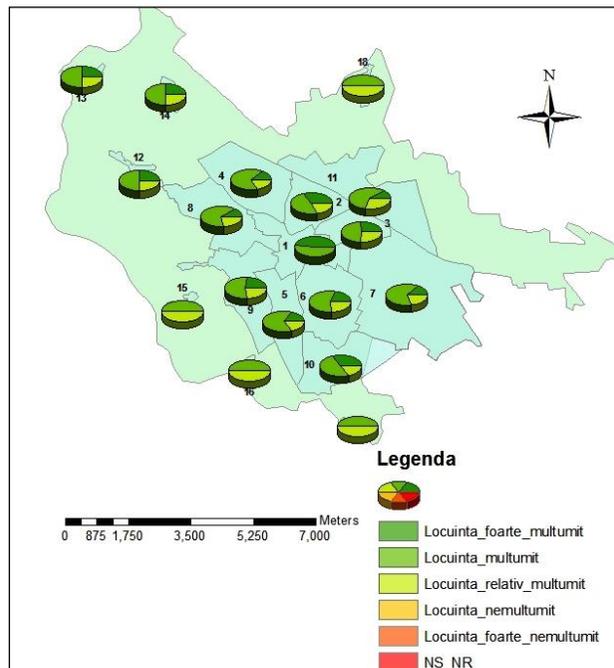


Fig. 3. Center-periphery disparities in the inhabitants' perception regarding the quality of their habitation

In what concerns the inhabitants' perception concerning their streets (Fig. 4), a major discrepancy could be observed between center and periphery, as all the inhabitants living in Făcăi, Popoveni, Mofleni and Șimnicu de Jos complained about the precarious status of the streets quality. While questioned, they also mentioned this factor as being one of the most important, together with the roma communities and lack of basic infrastructure, for the negative perception Craiova's inhabitants have about their city's peripheral neighborhoods. Moreover, they said these shortcomings of the periphery participate in the formation of a rather negative image other Romanian cities' inhabitants have about Craiova in itself.

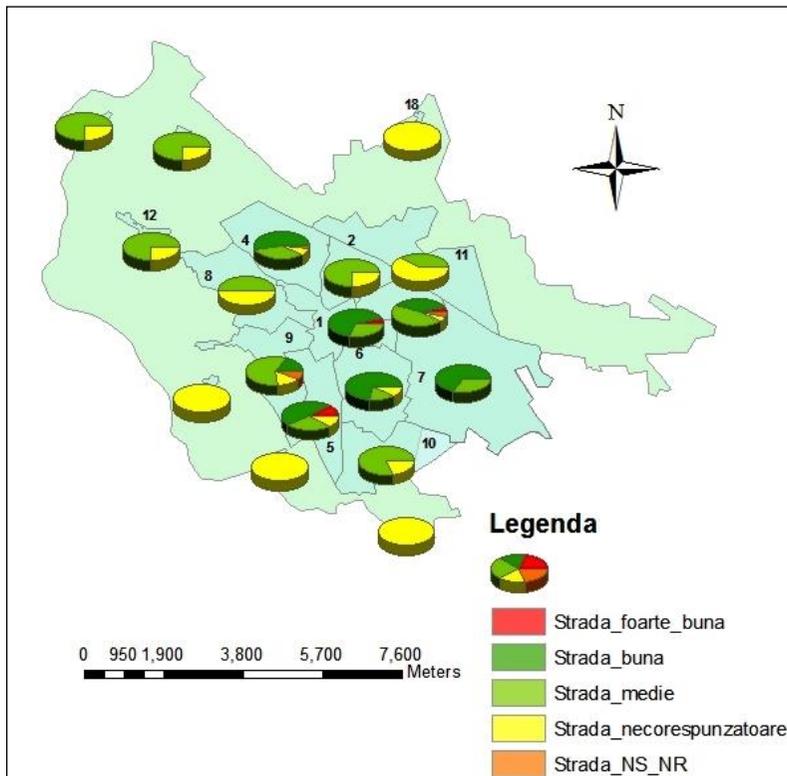


Fig. 4. Center-periphery disparities in the inhabitants' perception regarding their streets

When asked to express their opinion about their neighborhood (Fig. 5), the same clear, considerable difference center-periphery arose. Usually, more than half the population of the internal suburban ring declared themselves only rather satisfied with their neighborhood as a result of:

- a) the presence of the roma community, who is considered responsible for frequent scandals, unappropriate behaviour and violence (Făcăi, Mofleni);

- b) the phonic pollution induced by the railway infrastructure (Rovine, Șimnicu de Jos);
- c) the appreciable distance to the nearest bus station, supermarket, pharmacy, bank or at least an ATM unit and green spaces;
- d) the severe pollution induced by the landfill in Mofleni;
- e) the unappropriate and uncontrolled storage of domestic waste etc.

The neighborhoods preferred in case of residence relocation were in most of the cases: 1 Mai (especially due to the presence of Romanescu Park), Brazda lui Novac (being perceived as a peaceful, clean neighborhood, including intellectuals and retired persons), Rovine (clean, larger apartments) or Craiovița Nouă (newer, larger apartments).

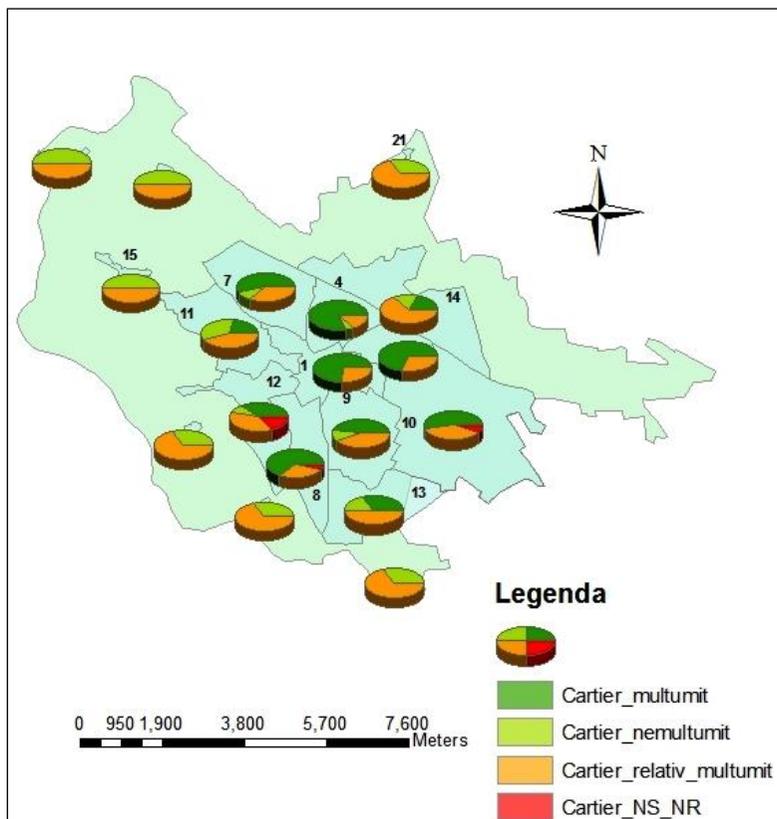


Fig. 4. Center-periphery disparities in the inhabitants' perception regarding their neighborhood

Therefore, an aggregated urban image (Fig. 5) has been delineated, with:

- a) some very attractive neighborhoods and areas from the point of view of their inhabitants' perception regarding housing: Centru-Siloz-Calea București, Brazda lui Novac, Rovine, 1 Mai, Craiovița Nouă in Fig. 6 as green, as representatives of urban topophilia;

- b) and on the other hand, some repulsive neighborhoods, mainly placed in the south-western and southern part of Craiova: Fața Luncii-Lascăr Catargiu, Brestei-Nisipuri, Romanești-Veterani in Fig. 6 in red, in the lower meadow and first terrace of the Jiu river; these are former peripheries of the city, often swampy or under water in the past, chosen as residence for the undesired and isolated communities of roma or allogenes.

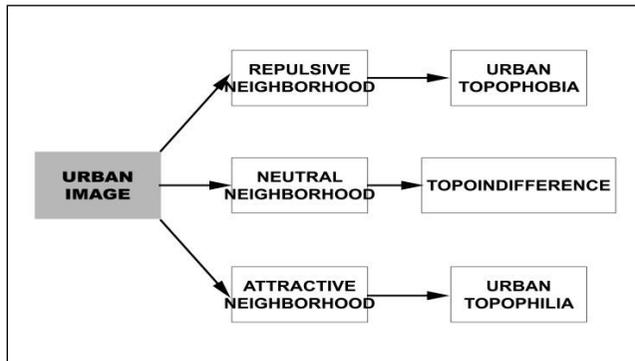


Fig. 5. The genesis of the urban image (Ianoș, 2004, p. 186)

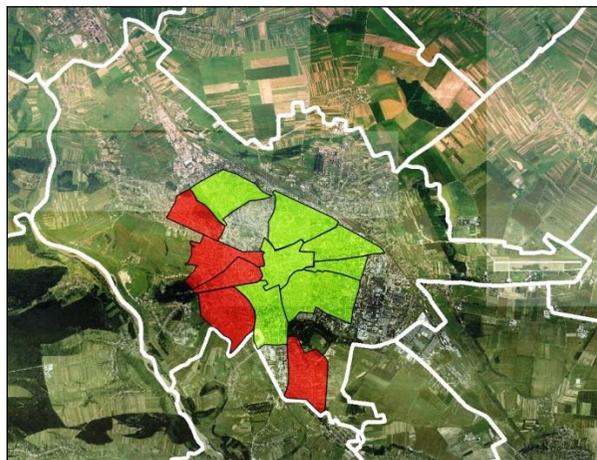


Fig. 6. Urban topophilia and urban topophobia in Craiova

## Conclusions

The research represents a pertinent diagnosis of urban habitation quality in Craiova, which should be a desideratum for any development planning perspective. Based on its residents perception, the study clearly shows a fracture between center, pericenter and periphery, considered as most favourable areas for living or, on the contrary, under-privileged, including some socially disadvantaged categories of people. An antagonical,

dichotomic relation was delineated concerning Craiova inhabitants' perception towards the quality of housing, especially between the central and north-western residential areas as opposed to the southern and south-western part of the city.

Taking into consideration the necessity and perspective of urban sustainable development, intervention should first of all envisage the improvement of infrastructure in the city's peripheral neighborhoods, but also the endeavour to socially consider the local integration of roma communities.

### References:

1. Alpopi, Cristina, 2007, *Contextul european și tendințe ale locuirii în România*, Revista Management și administrație publică, nr. 8, București.
2. Chelcea, S., 2001, *Metodologia cercetării sociologice. Metode cantitative și calitative*, Economică, București.
3. European Commission-Directorate General for Regional Policy, 2001, *Cities of tomorrow-challenges, visions, ways forward*, Publications Office of the European Union, Luxembourg.
4. European Commission, 1996, *European Sustainable Cities*, Report of the Expert Group on the Urban Environment, Luxembourg.
5. Ianoș, Ioan, 2004, *Dinamica urbană. Aplicații la orașul și sistemul urban românesc*, Tehnică, București.
6. Marinescu, Ioan, 2006, *Disfuncționalitățile mediului urban. Studiu de caz: municipiul Craiova*, Universitaria, Craiova.
7. Miftode, V., 2003, *Tratat de metodologie sociologică*, Lumen, Iași.
8. Nae, Mirela, 2006, *Geografia calității vieții urbane. Metode de analiză*, Universitară, București.
9. Nae, Mirela, 2009, *București. Dezvoltare urbană și calitatea vieții*, Universitară, București.
10. Neacșu, M.C., 2010, *Imaginea urbană. Element esențial în organizarea spațiului*, Pro Universitaria, București.
11. Parlamentul României, 1996, *Legea Locuinței*, Legea nr. 114/11.10.1996, actualizată la 11.12.2008.
12. Pătroescu, Maria, Niță, Mihai, Iojă Cristian, Vânău, Gabriel, 2009, *New residential areas in Bucharest Metropolitan Area – location, type and characteristics*, Real Corp 2009 Proceedings, [http://corp.at/archive/CORP2009\\_153.pdf](http://corp.at/archive/CORP2009_153.pdf).
13. Pătroescu, Maria, Iojă, Cristian, Rozyłowicz, Vânău, Gabriel, Niță, Mihai, Pătroescu-Klotz, Iulia, Iojă, Annemarie, 2012, *Evaluarea integrată a calității mediului în spațiile rezidențiale*, Academiei Române, București.
14. Rotariu, Traiana, Iluț, Petre, 1997, *Ancheta sociologică și sondajul de opinie. Teorie și practică*, Polirom, Iași.
15. Sandu, D. (coord.), 2006, *Viața socială în România urbană*, Editura Polirom, Iași.

16. Suditu, Bogdan, 2009, *Urban sprawl and residential mobilities in the Bucharest Area-reconfiguration of a new residential geography*, Human Geography-Journal of Studies and Research in Human Geography, vol. IV, 2, p. 79-93.
17. Șoșea, Cristina, 2013, *A conceptual viewpoint on the urban periphery. Craiova, Romania as a case study*, Forum Geografic. Studii și cercetări de geografie și protecția mediului, vol. XII, nr. 2, p. 187-193, <http://forumgeografic.ro/wp-content/uploads/2013/2/Mara.pdf>.
18. Vâlceanu, Daniel-Gabriel, Tămârjan, Diana-Georgiana, 2011, *Calitatea condițiilor de locuire în România, în perioada post-aderare la U.E., Urbanism. Arhitectură. Construcții*, vol. 3, nr. 2, p. 35-50, <http://uac.incd.ro/Art/v3n2a04.pdf>.
19. Vâlceanu, Daniel-Gabriel, Zulaica, Laura, 2012, *Indicele calității locuirii-instrument de evaluare a calității locuirii urbane*, Urbanism. Arhitectură. Construcții, vol. 3, nr. 4, p. 45-56, <http://uac.incd.ro/Art/v3n4a06.pdf>.
20. Voicu, Bogdan, 2005, *Despre precaritatea locuirii urbane în România*, Calitatea Vieții, XVI, nr. 1-2, p. 51-63, <http://www.revistacalitateavietii.ro/2005/CV-1-2-05/3.pdf>.

## THE CONSEQUENCES OF THE INTERNATIONAL MIGRATION – ILLEGAL MIGRATION

PhD. St. Cristina Maria PESCARU  
University of Craiova  
Assoc. Prof. PhD. Maria PESCARU  
University of Pitești

**Abstract:** *The researches on migration, generally, consider the impact of the results of migration in different regions and countries, according to the specific circumstances and consequences that determine the emerging of such a phenomenon. There are analysed aspects that are common for the immigrants of all the countries, but also aspects regarded from the point of view of the specific context and the particular aspects of the relation between immigrants and development. There cannot be generalized the consequences of the international migration, because both the host countries and the destination countries, from the point of view of history, culture, size and population's age, ethnic structure, the characteristics of the labour market, social security system etc., are heterogeneous. Nevertheless, it is necessary an analysis of the migration on types of countries: origin and destination countries.*

**Keywords:** *international migration, illegal migration, European policies*

The effects of the international migration constitute a controversial subject due to the fact that they are difficult to be quantified. "The mathematical patterns proposed by our researchers in order to calculate these effects start from the theories that concern the global equilibrium of the economy and try to put together several elements such as: the level of unemployment, the predictable level of the investments, non-monetary operations balance, the tendency of exports and imports, the level of wages" (Stoica, 2011, p. 64).

### 1. Consequences of the migration on the source-countries

The migration of the manpower has been encouraged by the governments of many countries, taking into account the next aspects:

- the emigration can offer a job, most of the times better paid for the people who could not find one in their countries;
- in certain countries, the educational systems train a greater number of specialists who find a job later. For this reason, migration can contribute to the reduction of unemployment and of the social pressing against the governments;

- in some countries, it is encouraged the emigration of the ethnic groups or of the political dissidents.

For the native countries, the possibility to rely on their own citizens in the internal production process is reduced. These effects can be different according to the: profile and the characteristics of the immigrants, the characteristics and the necessities of the internal production process, the access of the immigrants to resources, the availability of the immigrants to remit or invest their income, earned from migration, in the economies of the native countries“ (Idem)

The economic growth in the poor countries can create jobs, necessary resources for investments made in education, health, infrastructure and social services. In the opinion of some authors “three key aspects influence the relation between migration and development in the case of the source-countries for the international migration: “the impact of the (financial) results on these economies, the immediate and long-term effects of the migration (especially the highly qualified and qualified manpower, the managements of the immigrants who return to their native country and the rendering valuable of the Diaspora)” (Wim, 2012)

## **2. The consequences of the international migration on the destination countries**

Sometimes, the immigrants have an important role in transforming the economies of the destination countries, the consumption patterns, the social systems, the employing schemes and the international trade.

The impact of the immigrants on the host-societies depend on:

- the regulation and the laws in force that refer to immigrants and their integration;

- the access of the immigrants on the labour market;

- the level of development of the destination countries;

- the level of training and linguistic affinity;

- political rights;

- the integration of the immigrants (Erdeli, Dumitrache, 2001, pp.153-154).

A consequence that international migration can have on the destination countries is that of changing the ethnic, racial and cultural structure of the receiving societies. It is essential to integrate the immigrants into the societies of the destination countries, in order not to become sources of social insecurity.

At the cultural level, there are registered profound modifications, the European culture suffering a mutation from the meaning of national tradition to that of mixed culture, understood as a combination between the culture of the destination country and that of the immigrants.

As regarding the integration of the immigrants in Europe, there is not a common position that should be adopted in this regard. The authorities,

especially the local ones, apply their own approaches to the challenges that regard the immigrants.

The process of integration of the immigrants into the receiving societies is influenced by: learning the language, especially for having access to the culture, tradition and social life of the host communities. In this respect, the European states adopt supporting measures for the immigrants to learn the languages of the host countries.

The integration of the immigrants in the host societies is also determined by the results that they obtain on the labour market. These results are influenced by the policies of the destination countries for the recognition of the immigrants' qualifications and the way they are treated on the labour market. The good results they obtain at their jobs offer the immigrants the chance of a better integration in the host society (Lemaitre, 2007, p. 101).

The immigrants have the tendency to rather socialize with their conational people and interact very little with the citizens of the destination societies. The advantages of this tendency are those of the reciprocal assistance and the exchange of information regarding the opportunities from the labour market, but it also presents negative effects from the integration point of view.

The temporary immigrants tend to be socially exposed, due to the unnatural condition they are in, their work being underpaid, their social connections being reduced to the member of the immigrant society that they belong and they are socially excluded in the destination countries.

According to the opinion of some authors, in order for international migration to exist, three factors have to be present: "the request from the recipient countries, the offer from the supplying countries and the networks that connect the manpower demand with the offer" (Stoica, 2011, p. 67)

### **3.The illegal migration**

This is a widespread subject and constitutes an important discussion among governments, NGOs, political leaders and civil society in the countries of destination for the illegal migration.

The illegal migration is approached from two points of view: the compassion towards the people who risk their lives to get to the European continent and the speeches of the right-wing extremist parties in which there is suspicion regarding these immigrants. Sometimes, they are depicted as criminals who benefit from the Europeans' work:"like other forms of organized crime, the traffic has also become organized. The groups that were previously active on certain routes and regions have extended geographically, for exploiting new markets. Some of them favoured or formed collaboration relations, extending their geographic presence and the field of the criminal activities. The illegal immigrants and the victims of the traffic have become another merchandise in the wider area of the illicit trade, such are the narcotics and the fire weapons, money laundry that generate

illicit income or look for the reduction of the risks for the traffickers“ (New pattern of irregular migration in Europe, 2002).

Globalization has offered new opportunities to the organized crime groups to enhance their illicit income (Erdeli, Dumitrache, p.129). The human beings traffickers obtain, at world level, annually, billions from these businesses. To this, few important factors contribute: the emerging of new markets after the collapse of the communist regions in the Central and Eastern Europe, the deepening of the globalization of world economy, the revolutions in communication and transportation that allowed the traffickers to operate more efficiently. The trafficking in human beings (THB) has become a working business, the risks to which the traffickers are subjected being lower, after the effects induced by globalization. According to certain estimations, between 600000 and 800000 people are trafficked every year (Migration in an Interconnected World, 2005, p.85).

Each year, at world level, between 2.4 and 4 million people illegally trespass the national borders (GCIM, 2005). It is estimated (UNO, ILO - International Labour Organization, GCIM) that, in the USA, there are approximately 10 million illegal immigrants and in the EU, their number is of almost 5 million (representing about 1% of the entire population from the area). Among these, almost 500000 are women from the Eastern Europe who practice prostitution (Idem).

In Europe, there are almost half of million people who enter illegally. The illegal immigrants are spread in most of the European countries, forming a group as heterogeneous as their status: illegal entering, remaining over the period specified in the visa, illegal residence, working without a permit, expired working or residence permit (Ibidem).

The eradication of the illegal migration is practically undoable, fact also proven by the existence of the phenomenon and during the periods of economic decline, in countries that have a pro-migration policy.

The negative consequences for the states that are facing this phenomenon are: the infringement of the state sovereignty, which represents a serious menace for the public security, the association with the organized crime, terrorism and corruption. The illegal migration can, nevertheless, have positive effects as regarding the labour market from the affected countries, by reducing the risks of conflicts on the labour market. The activity of the immigrants on the labour market leads to the maintaining of the great wage differences between the qualified and the unqualified workers. The illegal immigrants use in a lower extent the social infrastructure and use less goods produced in the destination countries. Consequently, they cost less than the legal immigrants as concerning the public financing, but also the income obtained from the taxes collected from them are lower. Yet, a part of the European countries' population benefit by this phenomenon. The European countries accept, even tacitly, the presence of the illegal immigrants, offer them jobs, the illegal immigrants do not benefit by social protection, their legal rights that refer to the maximum number of working hours per person, the security and the working health are infringed, together with the

attributions stipulated in the job description. The illegal immigrants are exposed to the risks regarding their personal security and the time they remain in the destination country.

#### **4. European policies on migration**

In the EU Regulation No 1612/68 is stipulated the fact that the mobility of the manpower inside the community must constitute for the worker one of the means that guarantee the possibility for improving the living and working conditions and to facilitate the social ascension, and the right to profess in another state cannot be affected by special conditions that refer to residence. In practice, there are many deviations at the national level that concern this provision.

The EU strategy for the migration is not unitary, the European policies in force referring, first of all, to the control of the suppliers, to the implementation of selective programmes that regard the migration, to the massive regulations. In 2007, the European Parliament left to the states members the introduction of the blue cards for working for the immigrants. There are two ways in which one can immigrate in the states members of the European Union: the granting of responsibility towards the employing companies from the destination country and the selection procedure of the candidates for immigration, which is made by the governmental authorities from the destination countries. Firstly, the employing companies solicit the right to work and residence of the immigrants, a standard procedure in most of the European states. The destination countries can mention knowledge and skills for the professions the immigrants are going to do, on which basis to be accepted on the labour market.

The advantage of this procedure is that it forms the connection between the immigrant workers and the needs of the labour market in the destination country. The access on the labour market is also determined by the existence of the real deficit of manpower. This way, the immigrants are hired faster, helping to the meeting of the request for the identified needs and to the balancing of the jobs demand in the critical areas of working. This procedure slows down the rhythm of the salary adjustment process that might help to generate an internal offer for the occupations that have a deficit in the manpower. During the second procedure, the potential immigrants are analysed by considering certain characteristics that can contribute or facilitate their integration in the destination country: age, knowing the language in the host society, a minimum level of education, working experience, available financial capital, the qualification of the immigrants for the fields in which there is a deficit of manpower in the host society. Thus, the immigrants are assimilated on the labour market as any other citizen of the destination country and they do not have a provided job.

The European policy for migration is selective as regarding the access on labour market of the high qualified and qualified manpower and the restriction of the access and salary rights which are given to the

unqualified people. The immigrants that contribute to the economic growth of the destination countries are welcomed and the other ones are discouraged.

The adopted policies in very many of the European states date, mostly, from the 70s and do not consider the modifications that appeared in the world economy. At the Tampere European Council (1999) it was approached the idea of unitary policy of migration and it was reinforced in 2004, through the Hague Programme, having as desiderata the creation of a freedom, security and justice zone inside EU.

The European Commission that shed light on the evolution of the debates related to the European policies on migration, has lately released proposals such as: the statute of the residents that come from non-EU countries, the access of the researchers, the family reunion, the fighting against the illegal migration. In 2005, the Commission created the Statement on Migration and Development.

By considering that the European policy on migration must be projected as a partnership between the states members, the European Commission adopted the Statement on the common policy on migration in Europe: principle, actions and instruments, proposing:

- the strengthening of the coordination and coherence of the European Union policies of the states members between the levels of government and different fields and the increasing of transparency through the consulting of the relevant actors;

- the accomplishment of the common methodology for the states members on the development of the migration methods and the definition of the objectives for the implementation of the common principles and concrete measures;

- the projecting of the monitoring and evaluation mechanisms for the realization of the annual policy analysis and the recommendations from the European Council based on the report made by the Commission that refer to the situation of migration at the European level. A fundamental priority of the European Council is that to answer the challenges and opportunities of globalization. In this respect, the European Commission proposed ten common principles to represent the foundation of the future evolution for the common policies that concern migration, the mechanisms and the instruments for the strengthening of the policies coherence and the improvement in the management of migration.

The ten common principles were grouped in three main fields of the EU policies: prosperity, solidarity and security.

One of the essential instruments for the control of the immigrants is externalization, that is the authorising towards the non-EU countries of certain controlling functions at the frontiers and the authorization of the responsibilities associated to those jobs.

Another instrument for the management of migration in EU is the return and readmission policy. In the Hague Programme, it is mentioned that "the migrants that no longer have the right to stay in EU, have to return to their native countries, voluntarily or forced" ([www.europe.eu.int](http://www.europe.eu.int)).

Yet, the inter-European mobility is reduced, even if the EU policies try to stimulate it by establishing certain common rules for the social insurances and employment, the encouraging of the students' mobility, the financing of research programmes etc.

In some specialists' opinion, the European policy on immigrants, for the future, will be characterized by the following features (Rusu, 2003, pp. 134-145):

- the support of a looser attitude in each field. The manpower will be treated differently, according to the area they come from, the degree of qualification, the integration perspectives in the destination country;

- as regarding the areas from where the immigrants arrive, the people who come from regions with high extremist potential, with a culture different from the occidental one and the people who can induce disruptive factors in the destination countries, will be more rigorously treated and supplementary measures of control will be taken.

Since the migration of the manpower has implications on the social and economic policies, the states members of the EU have to implement integration policies for the long term development. These policies, based on the assumptions that the immigrants can be brought in when they are needed and then sent back, can no longer be applied. The destination societies and their economies are permanently adapting in the presence of the immigrants and become dependent on their services too.

### References:

1. Erdeli, George, Dumitrache, Liliana, *Geografia populației*, Editura Corint, Bucharest, 2001
2. Lemaltre, Georges, *The integration of immigrants into the labour market: The case of Swudan*, CBCD Social, Employment and Migration Working Papers, no 48, 2007, p. 101
3. Rusu, Valeriu, *Migrația forței de muncă în Europa*, Editura Arvin Press, Bucharest, 2003
4. Stoica, Ionel, *Tendința migrației, necesitate și oportunitate într-o lume globalizată*, Editura Militară, Bucharest, 2011
5. Wim, Blauw, P., *The political economy of migration in an integrating Europe*, PEMINT, October 2012 <http://pemint.ces.uc.pt/wprkingpapers.htm>
6. *New pattern of irregular migration in Europe*, in „Response to violence in everyday life in a democratic society”, European Community of Migration Integrated Project Council of Europe Publishing Seminar Report, 12-13 November 2002
7. *Migration in an Interconnected World. New Direction for Actions*, GCIM, 2005
8. [www.oecd.org](http://www.oecd.org)
9. [www.europe.eu.int](http://www.europe.eu.int)

## LES EFFETS DE LA MIGRATION PARENTALE SUR LES ENFANTS LAISSES EN ROUMANIE

Ph.D.St. Elena BASARAB  
Universite de Craiova

**Abstract:** *Parents going abroad, regardless of period or country of destination is perceived by kids as a tragedy like divorce or death. Feelings of shame, fear, sadness, abandonment, anger, contributing to the development of specific disorders: emotional difficulties, behavioral, or relational attention. Their subsequent evolution and adaptation to social and educational requirements require specialized interventions to maintain their development within the normal limits. Parents should be informed that changes caused by their departure can have unexpected consequences on children. This study examines the problems faced by children whose parents are leaving the country for various reasons and how they manage to adapt to the new situation arising from their departure.*

**Key words:** *migration, effects, children, risks, parents*

États de toutes les régions du monde sont confrontés à un phénomène devenu mondial: la migration. Il conduit à un développement social et la réduction de la pauvreté pour certains, mais il est tout aussi important de reconnaître que affects réseaux sociaux et familiaux et accroître la vulnérabilité aux facteurs de stress externes.

Le choc des cultures, des valeurs et des priorités de s'adapter à une nouvelle société, l'aspiration à un niveau de vie meilleur, le travail d'intégration du marché du travail externe sont quelques-uns des problèmes rencontrés par les migrants.

Pourquoi les Roumains rentrent chez eux? Est une question fréquente. Les réponses sont différentes. D'après les études sur le sujet, laissant les principales raisons est le désir d'une vie meilleur et plus sûr, un gain plus élevé, le désir de réalisation de soi, le développement social et professionnel. Quelle que soit la réponse que vous donnez répondants, une chose est certaine ; congé d'accueil est considérée comme une tragédie, à la fois par ceux qui partent, mais surtout par ceux qui restent.

Communautés roumaines à l'étranger ont montré de réels économique, social, institutionnel et culturel. Autour de ce phénomène rétablir l'imaginaire social sur l'identité nationale, l'image du pays et le répertoire de possibilités pour l'individu et la société. Implications comprennent à la fois pays d'origine et le territoire d'accueil. Après avoir rejoint l'UE, le nombre de la croissance explosive expérimenté migré. Environ 2,1 millions travail roumain dans d'autres Etats membres de l'UE, selon le projet de stratégie nationale pour l'emploi 2013-2020.

Les principaux États, l'adoption "de Roumains sont l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche (1,1 million roumain en Italie, 800 000 en Espagne, 180 000 en Allemagne, INS 2012). Répartition des migrants par les pays de destination en 2012 est la suivante: 40% Italie 34 % Espagne 7 % Allemagne 6 % d'autres pays, Royaume-Uni 4%, 3% en Hongrie. (Source INS Octobre 2013).

Suite à la fermeture d'usines, les usines, le manque de possibilités d'emploi en raison de la hausse du chômage, le désir d'échapper à la pauvreté, de nombreux parents commencent sur la route à la fin de laquelle il est souvent seulement une promesse.

Les migrations contribuent à réduire la pauvreté et accroître l'investissement dans le capital humain, en échange pour les enfants ont quitté la maison, les risques de carences en matière de soins de problèmes émotionnels comme la dépression, les carences en matière d'éducation, les questions de formation, d'adaptation et de développement. Le départ de l'un des parents, ou des deux parents à l'étranger pour une période apporte des changements dans les rôles et les fonctions familiales peuvent causer des difficultés dans les activités scolaires, conduisant à l'abandon. Les enfants peuvent développer des personnalités de semer la discorde et peuvent avoir des difficultés à s'adapter, ils peuvent devenir agressifs, anxieux ou déprimé, ou même les criminels. Manque de proches, le manque d'affection des parents et de l'amour que rien ni personne ne peut remplacer (l'argent envoyé, ou de meilleures conditions de vie) peuvent avoir des conséquences néfastes sur court et long terme, ce qui conduit à des cas de suicide, l'abus de drogues, les groupes appartenant à la rue, fugue.

De 2007 jusqu'en 2012 ont été lancés dans le projet de loi Août à régler la situation de ces enfants. Ce qu'ils ont en commun met en œuvre une méthode similaire pour identifier les enfants a quitté la maison, habilitant la personne à laquelle l'enfant est resté, permettre aux enseignants et la fourniture de services de conseil pour prévenir les risques auxquels elle est soumise à ces enfants. Ces enfants sont sous la garde de parents jusqu'au quatrième degré ou les personnes responsables. Appelez les services sociaux ou les autorités publiques, c'est quand les problèmes se généralisent.

Les études les plus importantes dans ce domaine sont:

- Première recherche nationale à la fin de 2006, lancé par la Fondation Soros, la migration des Roumains travaillant à l'étranger, «logement temporaire à l'étranger. Migration économique des Roumains : 1990-2006 " (coordinateur Prof Dumitru Sandu), au moment de l'intégration européenne de la Roumanie, l'étude présente le profil de ceux qui ont quitté pour travailler à l'étranger, les causes et les conséquences des migrations pour le travail après 1989.

En Mars 2007, a été publié le deuxième essai des programmes, des politiques et des institutions de la migration internationale : la migration de travail en Roumanie. 1990-2006 ( Monica Serban et Melinda Stoican ), avec des références à la législation pertinente et le rôle des institutions publiques

concernées, et les effets des changements sociaux, économiques ( Fondation Soros, Les effets de la migration :. Enfants ont quitté la maison, 2007, Bucarest, p.4 ). Autorité nationale pour la protection de l'enfance, indique un total de 82. 462 enfants dont les parents travaillent à l'étranger à la fin de Juin 2007.

Selon l'étude Soros 170 000 étudiants, de près d'un million d'étudiants inscrits dans les classes I- VIII avaient au moins un parent, et de ce nombre, environ 35 000 ont deux parents, 55 000 mère est parti seul, et 80 000 père venait de quitter.

En 2008 l'UNICEF pour mener à bien un examen national des enfants abandonnés par leurs parents travaillant à l'étranger ; fondée sur le partenariat entre les autorités et les organismes non gouvernementaux gouvernementale. Étude couvre les principaux domaines de la migration, en se référant aux régions touchées, la famille et le profil de la communauté il ya des enfants ont quitté la maison et de créer des vulnérabilités de ces enfants par la marginalisation ou l'exclusion.

Analyse de l'UNICEF révèle que 16 % des 350 000 enfants qui sont restés à la maison ( dont 126 000 ont deux parents travaillent et la moitié d'entre eux moins de 10 ans, et 4 % de ceux dont les deux parents étaient moins d'un an ) a passé plus d'un an sans que les parents et 3 % pour les plus de 4 ans.

MIGRANTS d'étude ENFANTS DU éducation un guide ONG aux politiques de l'UE et les actions effectuées par le programme de soutien de vidange en 2010 ([http://www.soros.org/initiatives/esp/articles\\_publications\\_publications/education\\_des\\_migrants\\_children-20101130/education-migrants-enfants](http://www.soros.org/initiatives/esp/articles_publications_publications/education_des_migrants_children-20101130/education-migrants-enfants)), les politiques européennes mettent l'accent sur l'éducation et la formation des enfants de familles migrantes sur leur intégration sociale et l'inclusion sur autodiscriminare et l'égalité.

La résolution du Parlement européen du 12 Mars 2009 marque le cas particulier de la Roumanie, sur les enfants migrants qui sont partis de chez eux.

Fondation Soros Roumanie mai 2011 a publié un guide, l'école et la communauté, qui est basé sur l'étude de trois communautés Glimboca ( Caras-Severin ), Marginea (Suceava ), Preajmen ( Brasov ). Voici les informations sont récupérées sur le phénomène européen et national des enfants abandonnés, le contexte législatif, les matériaux de la migration du retour médias sur les enfants.

Enfants sans parents se sentent abandonnés à peine accueillir la nouvelle structure des rôles familiaux sont stressés, perdre la confiance en soi et sont vulnérables aux abus et à la violence (UNICEF 2008, p 26 ). D'autres études ont montré que les réactions des enfants dans de telles situations peuvent être des enfants profondes et douloureuses deviennent isolés, déprimés, enregistrant de mauvais résultats scolaires ( voir N. Vladicescu, V. Cantarji, J. Jigău, 2008).

La présence des grands-parents et le rôle de la famille élargie chez les enfants dont les parents travaillent à l'étranger vise à édulcorants

situation de cette catégorie d'enfants. Mais l'indulgence survient à la suite de la compréhension de la situation de la souffrance causée par l'absence des parents que les enfants associent à leur perte (comme le divorce ou la mort). Les enfants connaissent la situation des parents vivant à l'aise de l'absence en raison des besoins non satisfaits en matière de sécurité et de soutien émotionnel. N'hésitez pas indigné, déçu, trahi, privés de l'aide, de l'influence sur le physique, mental et émotionnel. Longing pour les parents, l'examen de la tristesse, la douleur de la séparation, sont des émotions qui persistent dans le temps avant et après le départ de leurs parents. Les enfants protestent par l'évitement, en refusant de communiquer, sont tristes et nostalgiques.

En Septembre de l'année dernière (2013 ) de près de 60 000 familles un parent est parti travailler à l'étranger et les enfants de plus de 16 000 familles est demeuré à la charge de la famille, les deux parents travaillent à l'étranger, selon les données centralisées Département protection de l'enfance du ministère du Travail pour mardi.

La privation de soins parentaux, surtout à un jeune âge est un facteur de risque pour la santé des élèves. Certains troubles de l'enfant à devenir chronique, car ils ne nécessitent pas d'attention médicale en cas de besoin. Séparation des parents pourrait conduire à des lacunes dans les valeurs de développement et sur le terrain personnelles des élèves. Sentiment d'abandon peut générer complexe d'infériorité, qui aura des conséquences sur les familles créées par ces enfants.

Risques que ces enfants seraient exposés à l'exploitation du travail et de la traite. Mineurs dont les parents aller travailler à l'étranger peuvent être exposés au travail des enfants ou peuvent être vendus à des réseaux de trafic humain. Les parents qui veulent aller travailler à l'étranger devraient ajouter une note dans le dossier à la mairie sur les personnes qui ont quitté leurs enfants. Loi doit être présentée en double exemplaire à l'Agence pour le travail à l'étranger ( APMS ) à l'ambassade où les montants des visas et de la protection des enfants.

Il a pour tâche de vérifier si les mineurs sont bien soignés. Un autre risque est le potentiel physique, verbale ou émotionnelle. Les parents doivent peser les risques bien avant qu'ils ne quittent leurs enfants à travailler à l'étranger.

Les risques augmentent avec l'âge des enfants, les moins de deux ans sont plus fragiles, et en fonction de la taille de la période où ils sont séparés de leurs parents ou les soignants comportement du séjour.

Selon la dernière étude de la Fondation Soros, les enfants les plus malheureux sont ceux dont les deux parents à l'étranger. Les enfants dont les parents sont d'anciens émigrants, d'autre part, sont les plus heureux, dit beaucoup de plaisir avec les amis et la famille et rire de bon cœur. (La moyenne est de deux pour cent plus d'enfants avec les parents d'anciens émigrés qui étaient heureux, que les enfants dont les deux parents sont à la maison ).

D'autre part, la plupart des enfants qui ont deux parents travaillent à l'étranger se sentent seuls (36%), mal aimé (22%), la négligence (16%), différent des autres enfants (34%) ou ne savent tout simplement pas ce que attend d'eux (22%), tandis que les enfants issus d'une famille normale ont beaucoup moins de problèmes de ce type (avec un maximum de 16 pour cent de moins se plaindre des mêmes angoisses). La famille est la principale source de soutien pour les enfants lorsqu'ils sont confrontés à un problème, surtout si elle est liée à l'école.

En outre, les statistiques montrent que, dans certains cas, un parent laissant l'enfant avec le parent détruit la relation restait à la maison. Pour les enfants dont les parents travaillent à l'étranger, l'école est un facteur important de stress. La plupart des conversations de bruit de la télé des enfants et des parents, le premier sujet de questions scolaires, et qui restent à la charge de la famille et la façon dont ils passent leur temps libre.

Les seuls effets positifs que la richesse matérielle et voyages à l'étranger pour visiter ses parents. Il est vrai que les élèves dont les parents travaillent à l'étranger ont un niveau de vie plus élevé que d'autres, mais le seul avantage des enfants qui sont loin de leurs parents restent le bien-être.

Effet négatifs :

- Divers troubles du comportement, l'indiscipline, les conflits avec les pairs, l'absentéisme scolaire ;

- Agression, la délinquance, la drogue, le tabac, l'alcool ;
- Tendance à la marginalisation ;
- Choisir les mauvais amis, appartenant à des groupes à des comportements indésirables ;
- Risque de décrochage scolaire ;
- Ignorer le tuteur légal et les règles imposées par elle ;
- Les difficultés de communication et de socialisation ;
- Manque d'intérêt dans les activités scolaires ;
- Le risque que les enfants souffrent beaucoup de parents n'ont que tombent malades
- Le stress permanent et le développement de diverses pathologies : la dépression, tics, l'énurésie, la dépression avec caractéristiques psychotiques jusqu'à et même la schizophrénie.
- Dommages à la relation de l'enfant avec le parent qui reste à la maison.
- La violence verbale : près de la moitié des élèves de collège ont été souvent l'objet de violences verbales, 35 % ont été souvent dans des situations où ils se sentent humiliés, 20 % ont été souvent menacés et 15 % ont été agressés physiquement.
- La consommation de substances interdites aux mineurs a une incidence légèrement plus élevée chez les élèves du secondaire qui ont deux parents ou seulement la mère est allée travailler à l'étranger.
- Problèmes avec la police semble plus que chez ceux dont les parents sont des migrants des autres.

Les enfants dont les parents travaillent à l'étranger et collège résultats sont peu parmi les premiers élèves absentéistes de classe ont plus

que d'autres, et après l'obtention du diplôme veulent aller à l'étranger. Autres défavorable niveau psychologique se rencontrent : les symptômes de dépression chez les enfants. Les analyses de Alexandru Toth Unis a révélé des symptômes de dépression plus fréquente chez les enfants dont les deux parents ou seulement la mère loin. Quitte général la mère est un facteur de risque pour l'apparition de symptômes dépressifs chez les enfants. Vous avez un sentiment de solitude, il est se sentir négligés, parce que personne ne les aime et il y a un risque d'actes autodestructeurs et comportement déviant ".

Des centaines de familles ont leurs études interrompues leurs enfants. Parmi ceux-ci, 70% des enfants continuent l'école en Italie, d'autres vont arriver en Espagne. Les comtés avec le plus grand nombre d'enfants sans parents Suceava, Neamt, Bacau, Galati, Iasi, Dâmbovița, Constața, Maramures, Botosani et Vaslui. Le phénomène des enfants seuls à la maison a été prise en considération DGASPC l'institution nationale de suivi du phénomène en général, sans se focaliser sur des cas particuliers que le délai dans lequel les violations des droits de l'enfant. Plus précisément, il se produit lorsque le dommage a déjà été produit, l'enfant a été victime ou auteur. Conseillers enseignants de l'école sont souvent confrontés à des élèves qui sont laissés à la garde de son frère aîné. Souvent, ils sont à la retraite dans la communauté, et quand ils savent qu'un parent rentre à la maison, il craint.

Le rôle de l'école pour améliorer la situation de ces enfants. " Si un enseignant constate qu'un élève est en difficulté, il ne peut que mettre en garde psychologue scolaire. Dans la plupart des cas, cependant, fait remarquer que les enseignants ont un psychologue scolaire. Très dédié si il va au domicile de l'enfant. Si haussa les épaules et les problèmes de l'enfant persistent ou pire, s'aggrave ", a déclaré Ovidiu Voicu, directeur de programme à la Fondation Soros Roumanie. Professeur Dumitru Sandu estime que partie de l'argent provenant de l'immigration doit être conçu avec le soutien des autorités locales et un soutien psychologique sociale aux enfants qui restent à la charge de leurs parents ou grands-parents si négatif diminuerait visible.

Malgré les efforts sais pas le nombre exact d'enfants sans père ou sans deux de la migration à la recherche d'une vie meilleure et un gain plus substantiel.

Pour éviter les adultes à laisser les enfants à eux-mêmes, les autorités ont approuvé la loi 257/2013, qui régit la façon dont les enfants seront surveillés pendant que les parents font défaut dans le pays. A partir de maintenant, les parents qui vont travailler à l'étranger et n'informent pas le Service social public qui sont laissés à la garde des enfants, recevront de lourdes amendes.

Plus de 82 000 enfants étaient au début de 2013, au moins un parent qui travaille à l'étranger, le nombre est supérieur à la fin de 2012, selon les données centralisées par le Département de la protection des enfants du ministère du Travail. Ainsi, 58 902 familles ont au moins un membre

travaillant à l'étranger, et 16 305 d'entre eux, les deux parents étaient sortis du pays.

Les chiffres sont en hausse depuis la fin de 2012, quand il y avait 57 304 familles qui avaient au moins un membre travaillant à l'étranger et 15 889 avec ses deux parents. L'augmentation est le nombre d'enfants qui ont été laissés sans un ou deux parents, à partir de 79 901 en 2012 à 82073 pour la période Janvier to Mars 2013. Sur le nombre total d'enfants dont les parents travaillent à l'étranger, 23 312 ont été laissés sans aucun des parents. Parmi ceux-ci, 22 101 mineurs sont laissés à la garde de parents jusqu'au quatrième degré, sans aucune garantie établie et 1058 sont entrés dans le système de protection sociale. Des études ont mis en évidence les particularités de la migration des parents et des risques sociaux se manifestent dans le développement des enfants sans surveillance (augmentation de la vulnérabilité, les empreintes digitales sur l'intégrité psycho- moral et sociales, écarts de comportement, l'absentéisme scolaire, la délinquance etc.)

Implications de complexité, les conséquences et la dynamique de risque sont exposés les enfants abandonnés par leurs parents à la suite de la migration exigent des solutions coordonnées et efficaces mises en œuvre au niveau local et national devient un défi pour tous les acteurs sociaux.

### Références:

1. Anghel, G., Horvath, I., (dir.), 2009, *La sociologie des migrations. Théories et études de cas roumains*, Polirom, Iasi
2. Otovescu, Adrian, 2013, *Préservation de l'identité culturelle dans les environnements les immigrés roumains en Europe*, Musée national de la Roumanie
3. Sandu Dumitru 2006, *Logement temporaire à l'étranger. Migration économique des Roumains 1990-2006*, Fondation pour une société ouverte.
4. Serban, Monica, Stoican, Melinda, *Les politiques et les institutions de la migration internationale: la migration de travail en Roumanie. 1990-2006*, 2007
5. \*\*\* *Effets de la migration: les enfants. Quitté la maison*, de la Fondation Soros, Bucarest, 2007
6. Fondation Soros Roumanie, *L'école et la communauté*, 2011, Bucarest Mai. édition Littérature
7. \*\*\**La migration de retour des enfants roumains*, Les Alternatives Sociales, 2012, Iasi
8. [Http :/ /www.soros.org / initiatives / esp / articles publications / publications / éducation des migrants children-20101130/education-migrant-children](http://www.soros.org/initiatives/esp/articles_publications/publications/education_des_migrants_children-20101130/education-migrant-children))